Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

olidien

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 17 FÉVRIER 1977 N°378 1,50 F

Belgique: 15 FB Commission Parital : 56942

A propos de deux livres de Defferre et Chevènement

> jeune loup et vieux renard

> > Voir p.2

Vertus effarouchées

Les grands moyens d'information font preuve d'une partialité dont le RPR est la victime. Les sondages sont manipulés en vue de lui nuire. Ses personnalités font l'objet de scandaleuses écoutes téléphoniques. C'est, du mains, ce dont Claude Labbé vient de se plaindre.

Et après tout, ce ne serait qu'un juste retour des chases: il n'y a pas si longtemps, Poniatowski, aujourd'hui roi des coups fourrés au ministère de l'intérieur, dénonçait l'État UDR. Selon qu'ils se trouvent dans les allées ou les contre-allées du pouvoir, les princes qui nous gouvernent n'ont pas la même sensibilité aux atteintes que subissent les libertés. Au moins, les frondeurs du moment ont-ils le mérite de nous révéler les pratiques qui demain seraient les leurs s'ils reprenaient le manche.

LA GAUCHE ET LA MAIRIE DE PARIS

Sur le fil du rasoir

Voir p.4



LICENCIE-**MENTS** A SESCOSEM

- A l'usine St-Égrève, importante mobilisation ouvrière
- · Aix-en-Provence : quelques cadres aujourd'hui, nombreux travailleurs demain

Voir p.5

CORSE:

LES **OCCUPATIONS** DE TERRE SE RENFORCENT

Le «préfet corse» rappelé à Paris

A l'issue du Conseil des Ministres, on apprenait que Jean Riolacci «le préfet corse» était rappelé à Paris pour y devenir «chargé de mission auprès du président de la République». L'actuel préfet de la Seine-St-Denis, le remplace.

Riolacci avait été nommé préfet de région en Corse après les évériements d'Aléria en août 1975. En désignant un Corse, Giscard prétendait ménager «la susceptibilité corse». Manœuvre dérisoire qui n'avait pas désarmé la mobilisation. Son rappel traduit l'échec de la politique de Giscard.



Lire notre article en

BEYROUTH LES CAMPS PALESTINIENS **ENCERCLES**

«Évitez toute action militaire»

écrit Arafat au président syrien.

En demandant au président syrien Assad d'aéviter toute opération militaires contre les camps palestiniens encerclés par les chars de la force de dissussion arabe, Yasser Arafat a défini les responsabilités dans tous nouveaux affrontements

au Liban, L'arrivée de Cyrus Vance au Moyen Orient donne toute sa signification aux tentatives en cours à Beyrouth, qui visent à détruire la résistance palestinienne pour assurer un réglement supervisé par les USA, qui assure l'existence de l'Etat d'Israel.

Lire notre article en p. 7

POLITIQUE

A PROPOS DE DEUX LIVRES DE DEFFERRE ET CHEVÈNEMENT

JEUNE LOUP ET VIEUX RENARD

A quelques jours d'intervalle, deux des principales personnalités du parti socialiste viennent de publier un livre. Le contenu des deux livres, aussi bien que la différence d'analyse qui ont conduit à leur publication, illustrent bien les divergences et le manque d'unité qui existent au sein du PS. Que ce soit dans le style même, dans l'approfondissement politique, dans la conception du livre, dans le but poursuivi, tout sépare ces deux ouvrages. Pourtant, deux points communs existent : aussi bien Defferre que Chevènement ont une peur bleue de voir les masses prendre en main leur destin, et que tous deux ont la carte du même parti, dont ils sont tous les deux députés. Il y a un autre point commun cependant : depuis la «rénovation» du PS en 71, tous deux se tolèrent au sein du même parti, sous la houlette unificatrice de Mitterrand, pour des raisons tactiques au service de projets différents.

Si demain Defferre...

ou «je ne suis pas gauchiste»

En 1964, le journal «L'Express», déjà entre les mains de Servan-Schreiber, patronait une opération politique qui devait lamentablement échouer : une alliance entre socialistes et centristes, sous le nom de «grande fédération». Il s'agissait de porter à la candidature à l'élection présidentielle de 1965 Gaston Defferre. Celui-ci, qui se plaint à l'époque. «Guy Mollet et Lecanuet ont torpillé le projet», estime dans un livre qu'il vient de publier* : «Ce qui arrive aujourd'hui, c'est ce dont je révais à l'époque de la Grande Fédération : grâce à François Mitterrand, le parti socialiste peut traiter sur un pied d'égalité avec les communistes».

faudrait pour cela qu'il se produise des événements tout à fait imprévisibles».

nous avons obtenu, admet-

tons, pour indiquer un ordre

de grandeur, 60% des voix,

nous aurons les mains

libresu. Selon toute vraisem-

blance, la gauche ne les

aura pas. Donc, elle aura les

qui pourrait servir de para-

vent à toutes les combi-

naisons possibles avec Gis

impuissance

mains liées

des travailleurs et aussi ceux des patrons dans ce qu'ils ant de légitime». Ce qui donne par exemple ceci : «Le problème du licencie-Une fois sacrifié à la ment est un problème qui. nécessité tactique pré-élecvu du point de vue auvrier torala, il reste quand même et vu du point de vue le luxe de détails avec lequel patronal, a un caractère parfaitement antagoniste. Et il envisage tous les obstacles pourtant, les deux positions de nature à s'opposer à l'avenement d'un gouvernesont parfaitement justifiées». ment de l'union de la «Choisir le «patron» parmi gauche : «fuite des capiles dirigeants d'affaires pritaux, climat de peur, trouvées et publiques similaibles dans la rue, référendum resu: voilà comment se instituant un régime prétraduirait «l'autogestion»

On le voit, entre le point de vue de la tendance CERES, prête à examiner les conditions d'une éventuelle fusion avec le PCF, et le point de vue de Defferre, il sidentiel». Mais, dans le y a une distance qui rend fond, tout cela ne vient-il bien compte du manque pas justifier à l'avance d'unité de ce parti, tel que d'autres combinaisons ? «S/

QUELS RAPPORTS AVEC LE PCF?

Mitterrand le rassemble

encore aujourd'hui.

Defferre, qui a gouverno Marseille depuis des années LA PEUR PANIQUE DE LA REVOLUTION

pour le maire de Marseille.

arriver à une société véritablement socialistes. il pro-

clame ouvertement son

projet de aservir les intérêts

Qu'est-ce qui empêche un tel homme, maire de Marseille depuis des années avec le soutien de conseillers ouvertement réactionnaires, d'être membre de la «majorité» ? A plusieurs reprises, il en livre l'explication: «Si l'on n'arrache pas à un patronat qui ne veut rien lächer quelques sacrifices indispensables et justes, un jour ou l'autre une explosion se produira. Quand cela survient, on ne sait jamais jusqu'où les effets de l'explosion peuvent être ressentis». Ce genre de formules revient à plusieurs reprises. Bref, Defferre est social-démocrate parce qu'il a peur de la révolution. Cette crainte devient presque physique lorsque, contant une visite dans un grand ensemble de la banlieue marseillaise, il en vient à évoquer ses propres cauchermars : «Les jeunes des quartiers pauvres commenceront par mettre le feu chez eux, dans le but de détruire le cadre de vie qui leur a été imposé, puis ils iront vers les beaux quartiers et là ils opérerant d'autres ravagesu.

ENTRE PS ET PC, LES «AUTRES» DU CERES

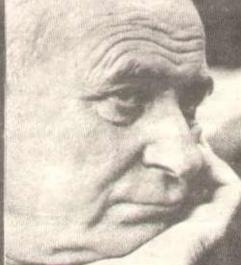
J. P. Chevènement, animateur de la tendance CERES, a vu grand en publiant «Les socialistes, les communistes et les autres» aux éditions Aubier Montaigne. Il ne s'agit rien moins que de brosser l'historique du mouvement. ouvrier français depuis le début du XX*, d'en tirer des leçons théoriques, et à partir de là, tracer les lignes forces du passage au «socialisme» de demain.

Les références théoriques auxquelles fait appel député socialiste de Belfort, ancien élève de l'ENA, sont nombreuses et hétéroclites : Marx. Lénine, Léon Blum, Mao Tsé-toung, Etienne Balibar, Georges Mendel, Otto Bauer, Yves Bourdet, etc... Utilisant au mieux pour sa démonstration, les textes des uns partis bourgeois. et des autres, et partant de constatations justes sur les conditions de création du PCF en 1920, J. P. Chevenement formule sa première idéeforce : «Pour que le parti communiste apprenne à se définir autrement que par rapport à la socialdémocratie, et le parti socialiste autrement que par rapport au communisme, une vision commune de l'histoire est nécessaire. Mais comment pourraient-ils s'unir et rassembler le peuple autour d'eux, bref, faconner l'histoire sans avoir aussi une vision commune de leur passé 2» Pour Chevenement, PS et PCF ont une vision critique de leur passé respectif : le PCF s'éloigne du «stalinisme» (en réalité, il a même tourné le dos complétement au droit de se proclamer marxisme - léninisme), «parti de la classe oualors que le PS, depuis vrière» (non pas bien sûr son congrès d'apinay en 71, «tourne le dos aux vieux démons bour-

Il y a du bon dans les deux partis, alors rejetons les polémiques stériles pour construire ensemble le socialisme, tel est le raisonnement de l'animateur du CERES. Le verbiage révolutionnaire cesse vite de faire illusion quand on en arrive à dire, comme Chevenement, qu'il y a du bon dans ces

Les contradictions qu'entretient le CERES avec la direction du Parti Socialiste portent justement sur la nature des relations avec le PCF. A ce sujet, le livre de Chevènement est explicite : il parle sur le même ton des deux partis, en se placant d'un point de vue extérieur. En lisant ce livre, il est difficile de s'imaginer que Chevènement a été membre de la direction nationale du PS. qu'il en est toujours député, et que le CERES a obtenu 25 % des mandats au dernier congrès socialiste, à Pau. Avant d'en venir à la définition du projet qu'il adopte, Chevenement adresse quand même un certain nombre de critiques au PCF: celui-ci n'a pas le parce que ses intérêts sont opposés à la classe ouvrière, mais simplement parce que cela lui

donne une position par trop hégémonique au sein de l'union de la gauche !). il se refère encore trop au centralisme démocratique, qui, d'après Chevênement, est un mode de direction. Il est favorable à ce que «chaque couche puisse concevoir son avenir raisonnablement et développer son



Chevènement, Defferre. Les penseurs du PS : des horizons bien divergents.

énergie créatrice. Bref, il s'agit, en faisant à chacun sa place, de sceller une communauté de destin». Brandir le drapeau de l'autogestion pour faire sa place dans un capitalisme d'Etat, voilà au fond le but du livre de J. P. Chevenement.

Nicolas DUVALLOIS

contre le PCF, et qui vient encore de lui refuser la constitution de listes communes pour les prochaines municipales, se garde bien cependant de trop montrer le bout de l'oreille sur ce point : «que les centristes et autres réformateurs ne s'attendent pas à ce que nous rompions notre alliance avec, les communistes». Comme il faut bien menager l'avenir, il précise cependant : «//

UN HOMME D'ORDRE

«Réaliste», au point de se faire souvent le porte-parole des positions génantes que la majorité de son parti assume tout bas, le maire de Marseille adopte des positions de classe qui ne tentent même pas de jouer à cache cache avec le marxisme, will faut entre dix et quinze, vingt-cinq ans, pout

Comme il dit si bien : «Si je suis socialiste, je ne suis pas gauchiste» |

Jean LERMET

*Gaston Defferre : Si demain la gauche... (Robert Laffont éditeur)

POLITIQUE

CHOMAGE PLUS ELEVE. PLUS LONG. CA SUFFIT!

Un million soixante-huit mille quatre cents chômeurs officiellement recensés en janvier. Cela fait trente mille de plus que le mois précédent, cinquante mille de plus qu'il y a un an. Non seulement les travailleurs à la recherche d'un emploi sont de plus en plus nombreux, mais de moins en moins d'embauche est offerte. Le mois dernier, il y a eu 8,7% de moins de places proposées à l'agence nationale pour l'emploi qu'au mois de janvier 1976.

Dans ces conditions, comment s'en étonner, ce n'est pas seulement le nombre des chômeurs, c'est aussi la durée du chômage qui augmente. Toujours selon les chiffres officiels, les travailleurs inscrits à l'agence nationale étaient au chômage en moyenne de-puis 127 jours : plus de quatre mois. 57,8% étaient au chômage depuis plus de trois mois, au lieu de 53,6% au mois de décembre. 172 000 chômeurs étaient dans cette situation depuis plus d'un an.

Monsieur Barre, il n'y a pas si longtemps, s'est estimé satisfait : selon lui, si le chômage ne se résorbe pas, il n'augmentait pas pour autant. Les chiffres viennent de le démentir. De même qu'ils renvoient à la réalité les déclarations de Giscard lors de ses «dossiers de l'écran» spéciaux à la télévision.

UNE «MOBILITÉ» A L'AMÉRICAINE

Sa solution, Barre l'a indiquée au cours de son voyage dans le sud-ouest : il

s'agirait d'améliorer la «mobilité de l'emploi». Déjà, ce thème avait été agité lors d'un entretien du premier ministre diffusé par France-Inter. Solution qui consiste à tenter de contraindre les ouvriers à accepter de se déplacer au fur et à mesure des besoins du capitalisme : on nous donne à ce sujet l'exemple des États Unis, où la durée du travail dans une même entreprise, dans une même localité, est beaucoup plus réduite, en moyenne que chez nous. Et ces propositions sont assorties par le premier ministre d'un certain nombre de menaces.

LE REFUS DE LA CENTRALISATION BUREAUCRATIQUE

Derrière tout ce bruit qu'on fait, il s'agit en réalité de parvenir à priver de leurs ressources les chômeurs qui refuseraient les déplacements proposés par l'ANPE. Barre l'a d'ailleurs dit à cette même émission. Qu'à quarante-cinq ou cinquante ans, ayant travaillé toute sa vie dans une ville, où l'on a tous ses camarades de production et de lutte, on

n'envisage pas de gaieté de cœur de devoir s'expatrier à l'autre bout du pays, voilà qui ne fait guère de souci aux économistes du bois dont on fait les Barre. Que, même jeune, on répugne à quitter son pays qu'on voit année après année devenir un désert, et où aucune perspective d'emploi n'est offerte, ils ne s'en soucient pas non plus. Ni de la répulsion que l'on peut ressentir à perdre une qualification acquise au cours des années d'expérience, à voir disparaître un appareil de production en état de fonctionner, et décrété périmé par la seule loi du profit.

Vivre et travailler au pays : à la lutte contre le chômage qui les frappe, les travailleurs de France ajoutent aujourd'hui une autre exigence : celle de ne pas faire les frais, avec toute leur région, de la centralisation bureaucratique et de l'inégalité de développement propres à ce régime.

LE PLAN BARRE, C'EST LE CHÔMAGE!

Au reste, l'exemple des États Unis, dont on nous rebat les oreilles, est suffisamment parlant : est-ce pour atteindre un taux de chômage encore supérieur à celui qui sévit chez nous, et rivaliser avec les records établis dans ce domaine par les USA, que l'on nous invite à accepter la fameuse «mobilité» des ouvriers américains? A vrai dire, c'est à peu près de cela qu'il s'agit: le plan Barre, qui parle beaucoup de limiter l'inflation, est par-dessus tout un plan de restructuration de l'industrie, avec tous les licenciements qui l'accompagnent, un plan de modernisation visant non pas à créer, mais à supprimer les emplois.

LA COLERE QUI MONTE

Se trouver quatre mois en moyenne sans travail, à vivre des journées que ronge l'inquiétude du lendemain, de l'embauche qu'on risque encore de ne pas trouver. Devoir, ce temps durant, supporter la baisse du niveau de vie que cela comporte (combien peu, en réalité, ont eu accès aux fameux 90% I) Voir l'huissier visiter sa maison, l'EDF fermer l'électricité ; perdre parfois, par l'odieux système des tutelles jusqu'à la maîtrise du peu d'argent qui vous reste pour vivre. Tout cela, pour Monsieur Barre, n'est rien : «Nous pouvez toujours crier», est sa réponse favorite. Mais, dans les manifestations de plus en plus nombreuses et combatives qui l'accueillent à chacun de ses déplacements, comment ne verrions-nous pas, nous, pour qui ces choses comptent, les signes de la colère qui monte, malgré tous les «blocages» qui limitent aujourd'hui son expression ?

A CHIRAC, GISCARD SE TAIT

«Si l'Etat manquait d'autorité dans le passé, je ne suis pas responsable. Depuis septembre, je n'ai pas entendu dire que l'autorité de l'Etat ne s'exerçât point...» Telle a été la réponse de Barre au discours de Chirac, le premier ministre a signifié à son prédécesseur qu'il avait d'autres problèmes plus importants que de lui donner la réplique, et en premier lieu la réussite de son plan, sous entendu : ces propos affaiblissent l'action entreprise.

Chirac avait reproché à l'Etat de manquer d'autorité parlant même d'abdication. La réponse de Barre renvoie Chirac à son action lorsqu'il était premier ministre. On notera cependant qu'il ne répond pas directement sur la façon dont Giscard exerce son rôle, or c'est sur ce point que portait l'attaque de Chirac.

Giscard, se posant en arbitre de la situation veut donner l'impression d'ignorer les attaques de Chirac et laisse à son premier ministre le soin de répondre.

MANTES LA JOLIE : LA GAUCHE ÉCLATÉE

A Mantes-la-Jolie, la gauche estime avoir partie gagnée contre le maire sortant, le centriste Jean-Paul David, au vu des dernières consultations électorales. Mais PS et PCF revendiquent chacun pour son parti la tête de liste et la majorité. Le PS se fonde sur les dernières cantonnales qu'il a remportées. Le PCF brandit les résultats électoraux depuis 1972. Aucun accord ne semble pouvoir être conclu et on s'achemine vers la présentation de deux listes de gauche. Pour compléter le tableau, des socialistes et des radicaux de gauche se sont portés sur la liste du maire sortant.

VEINARDS

Les travailleurs manuels sont de plus en plus soignés par ce gouvernement : désormais, ils auront droit à des livrets de caisse d'épargne spéciaux, rien que pour eux. Sur lesquois ils pourront verser les nombreuses augmentations que Barre incite les patrons à leur accorder.

Le RPR, l'information, les sondages et les écoutes DES VERTUS TOUTES NEUVES

Monsieur Claude Labbé n'est pas content. Monsieur Claude Labbé va demander la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'information, afin «d'améliorer la déontologie de la profession» : «Nous souhaitons que le mètier de journaliste s'exerce sous sa seule responsabilité et sans aucune espèce de pression, et nous nous demandons si,à l'heure actuelle, cette indépendance n'est pas menacée». Il s'interroge aussi sur l'utilisa-

tion des sondages. Monsieur Labbé est membre du groupe parlementaire RPR, et d'autres députés se sont plaints à la même occasion que 250 écoutes téléphoniques auraient été mises en place à Paris dans la prévision des élections municipales. Chirac a même saisi l'occasion pour affirmer qu'en 1974, Poniatowski avait supprimé «des écoutes qui n'existaient plus», grâce à son action du temps qu'il était ministre de l'intérieur.

"Christian de la Malène à qui je succède dans le premier cabinet de Georges Pompidou, me montre sur le bureau une batterie de boutons, de sonnettes: "Celui-ci, c'est pour faire venir l'huissier, cet autre, votre chef de cabinet, et ceux-là le directeur de la RTF, le directeur des journaux parlés et télévisés, le directeur des programmes de télévision, le directeur des programmes radio».

"C'est ainsi. Tous les jours à cinq heures vous les appellerez pour arrêter les grandes lignes du journal du soir, à la radio et à la télévision. Vous pourrez aussi tout moment leur donner des instructions par le téléphone intérieur. Ne quittez pas votre bureau avant une heure et demie et huit heures et demie. Après

le journal télévisé, vos collègues vous appelleront pour vous reprocher ce qui leur aura déplu».

Cette histoire, c'est Peyrefitte qui la raconte dans son livre. A l'époque, il était secrétaire d'État à l'Information et membre du même parti que de la Malène et que Chirac ! Il est vrai que, pour le RPR, la disposition des journaux du groupe Hersant, acquis par ce dernier grâce aux bons soins de Marie-France Garaud et autres membres du cabinet de Chirac, compense difficilement la perte de la télévision.

MANIPULATION DE SONDAGES

En 1974, pendant la période des élections prési-

dentielles, un petit scandale avait éclaté à propos d'un sondage des Renseignements Généraux, en principe confidentiel, et réservé au gouvernement. Ce sondage, le 23 avril, à une période où les chances des candidats Giscard et Chaban n'étaient pas encore nettement établies, donnait une avance de 1 % à Giscard sur Chaban au premier tour. Mais surtout, il lui donnait plus de chances de battre Mitterrand au second. Le ministre de l'intérieur Chirac, responsable des Renseignements Généraux d'où cette information avait «filtré», venait de prendre la tête d'une opération dite des «43», qui visait à préparer dès le premier tour des élections le ralliement de l'UDR à Giscard pour le deuxième tour et à torpiller

Chaban-Delmas. Pure coincidence!

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Le 30 mai 1974, à peine nommé premier ministre, Chirac s'en va, flanqué du ministre de l'Intérieur Poniatowski, au centre parisien de la rue de Tourville, où s'effectuent les écoutes téléphoniques. Il s'agit, paraît-il, d'y mettre un terme, et de supprimer les dossiers constitués sur cette base... ou tout au moins leurs doubles. Aujourd'hui, le président du RPR affirme s'être livré alors à une mascarade.

Faudrait-il donc lui rappeler quelques autres détails ? En mars 74, juste avant la mort de Pompidou et l'élection présidentielle, un scandale éclate. Il s'agit du projet Safari. Un ordinateur administratif doit mettre en fiches l'ensemble des Francais, et faire figurer notamment tous les renseignements concernant le cadastre, les impôts, le ministère du travail (c'est-à-dire, par exemple, la liste des élus syndicaux). Le ministre de l'Intérieur veut connecter cet appareil avec son propre fichier informatique, constitué par les renseignements de la DST, des RG et de la police judiciaire. Ce ministre de l'Intérieur, qui voulait mettre en fiches tous les Français, était Jacques Chi-

Le 15 avril, en pleine campagne préparatoire aux élections présidentielles, un article paraît dans le journal «Le Point»: 3000 personnalités politiques, tous les candidats et leurs collaborateurs ont été mis sous écoute par le même Chirac, ministre de l'intérieur. Au reste, qui ne sait, en France,

que ce ministère est - entre autres celui des élections? Et qui, sinon Monsieur Chirac, pourrait prétendre ignorer que son arrivée à ce poste dans le dernier ministère de la présidence de Pompidou a été un des facteurs importants de l'élection de Giscard en 74, et de la mutation imposée à l'ancien parti gaulliste à cette occasion ? Alors, que maintenant Monsieur Chirac se plaigne... Après tout, il n'y a pas si longtemps, c'était Poniatowski qui tenait ce rôle. Mais Giscard n'était pas encore président.





POLITIQUE

I'ACCORD A GAUCHE

une treve dans les marchandages

Après trois heures d'une ultime réunion, les partis de gauche sont parvenus à un accord pour les municipales parisiennes. Les négociations entre les fédérations parisiennes des trois partis duraient depuis plusieurs mois, on ne compte nas le

nombre de réunions qui se sont succédées pour aboutir à la publication des listes communes, ne reflétant qu'un accord partiel puisqu'il n'y a pas de décision sur un candidat commun à la mairie.

Les résultats du dernier pal. Il n'aura pas fallu moins marchandage sont les suivants: les listes d'union comprendront 44 candidats du PCF, 43 candidats du PS, 9 candidats radicaux de gauche, 1 candidat apparenté UGSD et 12 divers (PSU, gaullistes de gauche, personnalités). Le PCF conduira les listes dans 7 circonscriptions : 1°-4°, 10°, 11°, 13°, 18°, 19°, 20° ; le PS dans 9 circonscriptions: 2°-3°, 5°, 6°, 8°, 9°, 12°, 14°, 15°, 17° et le MRG, comme il se doit, dans le Sud Ouest c'est-à-dire le 16° arrondissement, le 17° est laissé à un «divers». La composition précise des listes par secteurs n'est pas encore connue, mais l'accord a donné la répartition des candidats de chaque formation sur neuf secteurs clefs, ceux qui sont «sûrs» et ceux qui sont «possibles». C'est sur ces secteurs que butaient les négociations, car d'eux dépendent évidemment la représentation des partis de gauche au conseil munici-

de quatre réunions dans les trois dernières semaines pour aboutir à un accord sur

QUATRE REUNIONS EN TROIS SEMAINES

Le 27 janvier, les trois partis se séparaient sur un constat de désaccord portant sur plusieurs points : le PS par Sarre et Estier revendiquait la tête de liste dans le 11ª et le 18º, circonscription où le PCF était majoritaire entendait mener les listes ; désaccord également sur la répartition des cinq sièges supplémentaires nouvellement créés. Le PS en demandait 4.

Le 1º février, nouvelle réunion sans résultat, une autre réunion est prévue pour le 8 février. Le 6 février, Sarre annonce qu'il accepte de ne plus réclamer la tête de liste dans le 11º arrondissement pour ne pas faire échec à l'unité de la gauche, le lendemain, Estier en fait de même dans le 18°. Le PCF déclare qu'il n'y a plus d'obstacle à un accord. Cependant la réunion du 8 février échoue : les socialistes refusent un siège au MRG dans le 13° arrondissement, secteur réputé «sûr». Plusieurs rencontres prévues sont annulées, ce n'est que le 15 février que l'accord sera conclu, les radicaux de gauche n'auront pas de siège supplémentaire dans le 13°, mais dans le 10° arrondissement considéré comme gagnable.

QUATRE SECTEURS QUI FERONT LA DÉCISION

En fonction de cet accord si l'on considère que la gauche est majoritaire dans les 11°, 13°, 18°, 19°, 20° et qu'elle a des chances dans les 2°-3°, 10°, 14°, 12° arron-dissements, qu'elle doit absolument emporter pour obtenir la majorité au conseil municipal on aurait sur les 57 élus correspondant à ces secteurs 27 PCF, 21 PS, 5 MRG, 1 UGSD et 3 «divers». Dans cette hypothèse le choix du maire dépendrait du vote des «divers» et des radicaux de gauche. En principe les radicaux de gauche doivent voter pour Sarre le candidat du PS, mais les relations entre la fédération parisienne du MRG et son homologue du PS détenue par le CERES ne sont pas au beau fixe. Quant aux «divers» tout dépendra de leurs sympathies, de qui laisse présager de nouvelles tractations tendues après le second tour.

POUR LA MAIRIE : DE MULTIPLES HYPOTHÈSES POSSIBLES

Dans l'hypothèse où la gauche ne l'emporterait que dans deux ou trois des secteurs «gagnables», il risquerait de n'y avoir aucune majorité absolue au conseil de Paris, les autres sièges étant répartis entre RPR et giscardiens PRP. Si RPR et PRP ne parvenaient pas à s'entendre, les élus PRP refusant de voter pour Chirac au cas propable où le RPR aurait plus d'élus que le PRP, l'élection du maire se ferait à la majorité simple et selon les cas il y aurait un maire de gauche ou un maire RPR.

L'élection du maire de Paris, à moins que le RPR n'obtienne la majorité ce qui est peu probable donnera donc lieu à des marchandages à côté desquels ceux

qui se sont déroulés pour la

constitution des listes sem-

bleront de simples broutilles.

S. LIVET

SUPER

Il en avait déjà parlé avec le vice-président américain Mondale. Il a encore écrit à ce sujet à Carter. Celui-ci vient de lui répondre, par le télétype spécial qui relie la Maison Blanche à l'Elysée : Giscard sait maintenant que son homoloque américain examinera la question de Concorde «en tenant compte des liens

BRIVE : CHARBONNEL PS, PCF : LISTE COM-MUNE: L'ancien ministre UDR de Pompidou, maire sortant de Brive Jean Charbonnel se représente aux municipales à la tête d'une liste où figurent 12 candidats de gauche. Celui à qui le

En bref...

BRAVE TYPE

Ils étaient nombreux, parmi les hommes politiques de la majorité, à s'être déplacés pour l'enterrement du président du conseil de Paris, Bernard Lafay. Chirac, bien sûr, mais aussi Barre, qui avait terminé plus tôt le conseil des ministres tout exprès, Couve de Murville, Poher, Edgar Faure... Ce dernier a déclaré : «Chaque fois que nous serons des réconciliateurs, nous saurons que nous lui sommes fidèles». En hommage, probablement, aux attaques lancées par le défunt contre Giscard à propos de la mairie de Paris.

PCF avait reproché ses propos fascisants lorsqu'il était ministre a ouvert sa liste à la gauche dont le PCF qui semble avoir passé l'éponge. La liste de Charbonnel comprendra 16 «Républicains de progrès», autre-ment dit des gaullistes d'opposition, 12 candidats de gauche appartenant aux trois formations signataires du programme commun et cinq «personnali-

UTTES OUVRIÈRES

PARISIEN LIBÉRÉ : RAPPORT MOTTIN UN PLAN DE CHÔMAGE

Ainsi après trois mois de médiation, après onze réunions avec le syndicat CGT du Livre, toutes plus vides de résultat les unes que les autres, Motin, le médiateur, chargé de régler le conflit des travailleurs du Parisien Libéré, a rendu ses conclusions à Beullac ministre du travail. Ces conclusions ne seront rendues publiques qu'autour du 25 février, mais Motin a déjà laissé filtrer en fait l'essentiel de celles qui sont contenues dans son rapport.

Que propose donc Motin ?

Il propose qu'un certain nombre de travailleurs au nombre de 73 soient mis à la pré-retraite : en clair, ces travailleurs privés d'emploi se retrouveront avec 90 % de leur salaire pendant un an... et 70 % jusqu'à 65 ans. D'autres qui n'auront pas cette «chance» pourront achoisir» de partir volontairement, de trouver un emploi ailleurs que dans le secteur du Livre. Pour les y encourager, Motin propose une prime. Bref, c'est le chômage qu'il leur propose !

Enfin d'autres seront effectivement repris dans les imprimeries de feu Amaury... à St Ouen ou en province, quitte à tout



Manifestation devant le Parisien Libéré après l'intervention des flics le 5 décembre

vendre pour aller s'expatrier. Vingt en tout et pour tout ! Tous les autres devront attendre la création d'un nouveau quotidien (?).

En attendant, ils seront placés sous le régime des Assedic et de l'Aide Publique, c'est à dire, à condition encore qu'ils touchent quelque chose, qu'ils toucheront une partie seulement de leur salaire antérieur... et ce, dans quelques mois, comme c'est le cas pour la plupart des chômeurs.

On le voit, les propositions de Motin qui n'équi-

mettre la quasi-totalité des travailleurs du Parisien Libéré sur le pavé, est dans la droite ligne des réunions avant eu lieu depuis trois

Après 21 mois de lutte, c'est l'échec des travailleurs du Parisien Libéré que le Pouvoir veut ainsi officialiser I Face à ce plan de chômage, les travailleurs du Parisien Libéré vont-ils rester l'arme au pied ? On ne peut plus désormais avoir d'illusions, si tant est que l'on pouvait en avoir, sur ce que

valent ni plus ni moins qu'à peut apporter désormais la «médiation».

Face à cette mise en coupe réglée, il n'y a qu'une seule voie à suivre : une riposte de taille. Encore une fois, la direction du syndicat du Livre CGT répète, inlassablement qu'elle est aprête à participer à la véritable négociation qui s'impose».

Il est à prévoir que les travailleurs du Parisien Libéré veulent en finir avec cet attentisme qui n'a que trop

IL Y A UN AN Michel Boyé était assassiné par les CRS



Le 17 février 1976, des milliers de paysans manifestaient à Épinal. Très rapidement, les CRS chargeaient violemment la manifestation, la dispersant à coups de matraque. Parmi les paysans, un blessé très grave. Peu après, à l'hôpital, Michel Boyé, 47 ans, père de six enfants, mourait des suites de ses blessures.

Ainsi, le voile libéral déployé par Giscard depuis son élection était brutalement déchiré. Pour couper court aux mobilisations paysannes, pour éviter que se construise l'unité des ouvriers et des paysans (en Lorraine, elle commençait, notamment autour de l'usine SIMAX), la bourgeoisie en venait à la répression la plus sauvage, au crime.

Mais les luttes des paysans ne se sont pas pour autant arrêtées. La même politique de répression fut exercée contre les viticulteurs du Midi : le 4 mars, à Montredon, Emile Pouytes était tué à son tour par un CRS.

LUTTES OUVRIÈRES

Licenciements à la SESCOSEM

À L'USINE DE ST EGRÈVE

IMPORTANTE MOBILISATION OUVRIÈRE

Mercredi matin, dès 4 h 30, une centaine d'ouvrières bloquaient les entrées de l'usine, malgré la pluie. Dans la matinée, l'enthousiasme régnait à la cantine où l'ensemble des ouvrières de la journée étaient venues rejoindre celles du poste du matin. Vers 9 heures, c'était mille travailleurs, agents de maîtrise et techniciens qui préparaient une manifestation dans Grenoble. Une caravane de 180 voitures se dirigeait de l'usine de St Egrève jusqu'à l'esplanade à l'entrée de Grenoble. La manifestation enthousiaste et combative s'est ensuite dirigée vers la préfecture. Les mots d'ordre étaient : «Nous voulons vivre et travailler dans la région», «Dumas c'est foutu, les travailleurs sont dans la rue», «Non aux licenciements, non au chômage». La manifestation s'est trouvée arrêtee par une rangée de flics à quelques pas de la préfecture. Sans se faire d'illusions sur le résultat de l'entrevue avec le préfet, les travailleurs décidèrent de regagner l'usine, afin d'accueillir l'équipe qui devait arriver à 13 heures. En début d'après-midi, lorsque Dumas, directeur de l'usine pénètre dans l'usine, il est accompagné et hué par plusieurs centaines d'ouvrières lui faisant comprendre clairement et vertement leur détermination.

Un bref comité d'entreprise, encerclé par les travailleuses en colère, se tient. Une déclaration de l'intersyndicale refusant tous les licenciements, a été lue après quoi, les délégués ont quitté la salle aux cris de «pas un seul licenciement». Le problème de l'emploi concernant d'autres Sescosem que celle de St Egrève, l'inter-syndicale avait donc demandé un comité central d'entreprise.

A 15 h 30, les travailleurs du DTO (autre département de la Thomson) venaient se joindre aux grévistes de la Sescosem. La mobilisation s'est achevée par un meeting où les trois organisations syndicales se sont prononcées pour la poursuide l'action. Pour la CFDT, les choses sont nettes : il faut empêcher les 349 licenciements. En ce qui concerne la CGT (et particulièrement la CGC), les positions semblent beaucoup plus ambiguës. Les ouvrières de la Sescosem et les syndicalistes voulant mener réellement une lutte conséquente devront être vigilants dans les jours à venir. Une action est déjà prévue pour le jour du CCE. AIX-EN-PROVENCE

Quelques cadres aujourd'hui, de nombreux travailleurs demain

147 licenciements auraient été annoncés parmi les ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, magasiniers et employés dans l'usine d'Aix-en-Provence. Aussitôt l'ensemble des travailleurs ont organisé la riposte : manifestations dans les rues d'Aix-en-Provence pour appuyer les délégations à la mairie (PS) et à la sous-préfecture, qui ont bien sûr promis leur soutièn. Ce mercredi 16 février, en coordonnant 24 heures de grève, avec l'usine de St-Égrève (près de Grenoble) où 349 suppressions d'emploi sont prévues, les travailleurs et travailleuses sont passés à une étape supérieure de la riposte.

«Non aux licenciements», «Plan Barre, y'en a marre», «Marseillais avec nous», reprenaient à tue-tête, plusieurs centaines de manifestants de la Sescosem en remontant la rue qui mène à la préfecture de Marseille. Venus en car pour soutenir une délégation reçue par le préfet, ils ont montré qu'ils n'étaient pas venus «pour faire une ballade».

Pourtant, la direction avait manœuvré pour éviter toute

l'emploi chez Peugeot!

Beaucoup d'autres ont choi-

si la lutte. Et elle va être

nécessaire. Car Peugeot a

des projets ambitieux. Ne

vient-il pas de déclarer : «Le

point le plus important

réside dans l'accroissement

des capacités de production

de l'usine de carrosserie qui

passera de 84 véhicules

heure à 98 véhicules heure

au congé de 1977, soit une

progression de 17 % et la

mobilisation: 23 cadres auraient été avertis personnellement de leur licenciement afin que les autres soient rassurés et cessent toute action.

Le directeur a certifié qu'aucun et aucune O.S. ne seraient licenciés et qu'il y aurait même création d'autres activités dans l'usine d'Aix.

LA QUESTION DES CADRES

La manifestation montre que ces tentatives sont sans écho. Cela veut-il dire que tous et toutes les O.S. manifestent leur soutien aux cadres, à la maîtrise et aux petits chefs? Absolument pas. «Nous ne nous y trompons pas. Si la CGC et la CFTC s'allient avec le comité de grève, la CGT et la CFDT, c'est parce qu'ils sont parmi les premiers touchés par les licenciements, sinon, ils n'ont jamais bougé. Il faut dire clairement que nous luttons parce que nous soupçonnons la direction de vouloir ensuite licencier des O.S. et peut-être même fermer l'usine d'Aix.

D'ailleurs, tu peux le remarquer, ils ne reprennent que le mot d'ordre «Non aux licenciements» mais pas «Non au plan Barre» ou «Giscard c'est foutu, les travailleurs sont dans la rue».

En effet, la combativité n'est pas débordante chez cette couche sociale qui voit sa carrière réduite à néant alors que «certains produits peuvent encore être améliorés, ils ne sont pas «figés»» comme ils m'ont expliqué.

D'ailleurs, l'un d'eux m'a avoué après discussion, «qu'il fallait lutter pour que la Sescosem ne soit pas vendue à Philips, Siemens, ou à d'autres groupes étrangers, ce qui ne veut pas dire que j'ai les mêmes idées que les «durs», précise-t-il en montrant ceux qui dénoncent le plan Barre. Et de m'expliquer que lui «n'importe comment, il votera «pour ceux qui sont en place»».

Les O.S. ne se font donc aucune illusion sur la nature de l'unité actuelle, mais par leur mobilisation de masse, ils ont montré une fois de plus qu'aucun licenciement ne sera accepté, car ici, personne ne veut «se déplacer d'une région à l'autre» pour allonger d'autres files de chômage. N'en déplaise à Monsieur Barre I

Après une demi-heure d'entretien, le préfet a sou-haité «qu'il n'y ait aucun licenciement». Chacun s'attendait à cette prise de position formelle : «Nous sommes surtout venus pour montrer notre mobilisation» ont expliqué la CGT et la

Peugeot (Mulhouse) «crée» des emplois :

1 400 EMPLOIS CRÉÉS... POUR COMPENSER 1 400 «DÉPARTS NATURELS»

Alors que depuis deux ans, l'impérialisme français ferme à tour de bras, liquide les «canards boiteux» de son économie, alors que les trusts des secteurs clef sont engagés dans de vastes restructurations (Sidérurgie, réparation et construction navale), voilà qu'un des plus importants trusts automobiles, Peugeot a décidé, dans le même temps, qu'un plan d'investissements de 100 milliards d'anciens francs, d'embaucher 1 000 travailleurs

Peugeot va donc embaucher 1 000 travailleurs dans

l'année 1977. Serait-ce

l'emploi assuré ? Il suffit

d'examiner quelques chiffres

pour se convaincre du

contraire, car ce n'est pas

d'aujourd'hui qu'existe «la

politique d'embauche parti-

chez Peugeot, et elle a fait

ses preuves, en un certain

culièrement

sens !

dynamique»

d'ici la fin de l'année, dans son usine de Mulhouse. Et ce n'est qu'un début paraît-il, car Peugeot est «particulièrement optimiste». Seraît-ce la fin ou du moins la diminution importante du chômage en Alsace? L'augmentation des investissements permettrait-il le plein emploi? C'est en tout cas l'idée que Peugeot, et les «Nouvelles d'Alsace» qui lui emboitent leur pas, ne manquent pas pourtant l'occasion d'accréditer.

La politique de l'emploi chez Peugeot en 77 1 000 emplois et... 1 000 départs.

La direction de Peugeot, répétant ce qu'elle dit depuis plusieurs années, nous livre ce qui peut s'apparenter à une énigme ! En 76, elle a embauché 2 564 travailleurs et créé... 1 474 emplois. Voilà des chiffres qui ne concordent pas. Où sont donc passés les 1 000 travailleurs restant ? Ils ont démissionné, ce que Peugeot appelle les rdéparts naturels», «le taux

de rotation». En clair, et c'est ce qui se passe depuis plusieurs années il y a autant de départs que d'embauches, ou presque l

UNE ROTATION RECORD

Voilà qui donne une idée de la création d'emplois

rotation record (près de 10 % chaque année) s'explique : jouant sur le taux de chômage important dans la région, Peugeot, tente par ce biais d'imposer des cadences démentielles notemmant dans les ateliers de boite à vitesses, pour ne citer que cet exemple. C'est ce qui s'est passé en 1976, où le nombre de véhicules produits a été de 165 155 (alors qu'il était de 128 018 en 76) soit une augmentation de 29 % sur un an. C'est entre 71 et 72 que

tous les records de produc-

tion ont été battus : de

chez Peugeot! Et cette

8 611 voitures en 76, la production est passée à 81 767 l'année suivante soit 10 fois plus !

Pour obliger les travail-'aurs à accepter ces cadences pour empêcher toute grève, c'est la violence, les pressions quotidiennes de la part des milices, mercenaires et autres commandos anti-grèves, c'est la répression (10 délégués syndicaux licenciés en trois ans), etc...

Voilà qui éclaire un peumieux le fort pourcentage de rotation et qui donne une idée de la garantie de direction prévoit de passer de 98 à 128 véhicules heure d'ici fin 78.

Peugeot montre une chose : en système capitaliste, récession ou relance, baisse ou augmentation des investissements, ne signifie nullement augmentation des salaires, garantie de l'emploi ! Chez Peugeot, comme ailleurs, c'est sur leur lutte que les travailleurs doivent compter pour obtenir l'embauche, la diminution des cadences de travail ! C'est par leur lutte qu'ils feront payer la crise à la bourgeoi-

MIC (ORNE) : LES MALHEURS D'UN CHEF TROP ZÉLÉ

Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise métallurgique MIC, à Argentan, dans le département de l'Orne, sont en grève depuis plusieurs jours, une grève qui soit dit en passant déclenche chez la direction un humour facile : ne vient-elle pas d'affirmer que 7 % des travailleurs seulement étaient en lutte 7 La direction croit peut être qu'une telle affirmation, est de taille à faire reprendre le travail ! Elle se trompe ! Ce qu'exigent les travailleurs, et ils ne plaisentent pas, c'est la réintégration d'un de leurs camarades d'atelier, soudeur, accusé d'avoir porté la main onze fois sur un chef d'équipe particulièrement zélé. L'amour de son travail le conduisait, bien sûr à faire trimer toujours plus les ouvriers sur les chaines. Réintégration du travailleur licencié!

TRANSPORTS MALISSARD (VENISSIEUX): UNE LUTTE PAYANTE

Les travailleurs de l'entreprise Malissard, au nombre de 150 à Venissieux, dans le Rhône, viennent de reprendre les uns le volant de leur camion, les autres, les outils; après une courte lutte de cinq jours. Une lutte qui a été payante puisque la direction a dû accorder une réduction du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations entre 250 et 350 F pour les plus bas salaires, un rattrapage de 1 200 F sur 1976 et enfin le calcul de l'augmentation des salaires sur la base d'une moyenne des indices INSEE et CGT.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE DE BROGLIE

UNE ENQUÊTE PLEINE DE «SURPRISES»

Le juge Floch, chargé d'instruire l'affaire du meurtre du député De Broglie, a procédé mardi à une «perquisition surprise» au domicile de De Varga. On peut se demander en quoi consiste la surprise, quand on sait que De Varga est inculpé depuis le 31 décembre dernier et que les scellés n'avaient même pas été posés.

D'autre part, les avocats de De Varga ont dénoncé les informations publiées par l'«Express» attribuant l'assassinat à un gang international de faussaires, comme étant d'origine policière. Selon eux, elles constituent «une façon de relancer l'intoxication du public sur la

version officielle fournie par Poniatowski, le 29 décembre».

Enfin, Albert Leyris, qui avait été désigné par Gérard Frêches, l'assassin présumé, comme ayant participé à la préparation du meurtre et qui s'était présenté spontanément au juge d'instruction a été remis en liberté par celui-ci.

D'ailleurs, les policiers avaient déjà perquisitionné chez ce Varga. Ils avaient notamment saisi un répertoire dont malencontreusement plusieurs pages, qui devaient être très intéressantes, ont été détruites «accidentellement» par les policiers qui les photocopiaient.

CORSE: FACE AU DURCISSEMENT DE L'ADMINISTRATION

LA MOBILISATION SE DEVELOPPE

L'action des jeunes agriculteurs corses qui ont occupé les propriétés de trois cumulards a suscité une réaction de la part du préfet de région, Riolacci, et du président du conseil regional, Giacobbi. Tous deux ont refusé de participer à la réunion de constitution d'une SAFER en Corse qui se tenait hier matin à la Caisse du Crédit Agricole d'Ajaccio. Le préfet a affiché son mépris pour les légitimes revendications des agriculteurs corses en dénonçant «les gens qui s'agitent pour le plaisir de s'agiter» ! Quand à Giacobbi (radical de gauche) il traite la réunion d'hier matin d'«assemblée-croupion». Or, ce sont tous les syndicats agricoles de Corse qui ont décidé de la tenir et de tout faire pour que se crée la SAFER : celle-ci devrait acheter les terres des cumulards mises en faillite et les rétrocéder aux agriculteurs, pour éviter qu'elles soient

rachetées par des hommes de paille de sociétés capitalistes

Sur le terrain, la mobilisation continue : sur une des fermes occupées, les agriculteurs ont officiellement constitué un GAEC. 4 tracteurs sont arrivés pour commencer à travailler. Cette occupation est un début, beaucoup veulent aller plus loin, surtout devant l'intransigeance et le mépris manifestés par l'administration et les notables.

Grandes manœuvres pour étouffer l'affaire

Il y a un mois, on découvrait à la caserne du 2º R.E.P. de la légion étrangère basé à Calvi un bordel camouflé en «Centre Culturel» et alimenté par un réseau de «traite des blanches» lié au trop célèbre «gang des Lyonnais» déjà au centre de plusieurs affaires politico-policières ces derniers temps. Une instruction était ouverte et une des victimes de ce réseau avait fait d'importantes révélations.

Or depuis l'enquête piétine. Il semble que beaucoup de monde dans cette affaire (et peut-être même des personnages importants), ait intérêt à voir entravé le déroulement de l'instruction, à commencer par l'Armée.

Le lieutenant-colonel Forcin, commandant le 2° R.E.P. ne s'est pas rendu à la convocation du juge d'instruction : il s'est soudain souvenu qu'il devait partir en manœuvres ! Sans doute aurait-il été embarrassé pour expliquer d'où venaient les fonds servant à payer les proxénétes pour voyeurs. D'autre part, le registre sur lequel étaient consignés les comptes de cet étrange «centre culturel» a été détruit par le médicincommendant (il lui servait aussi de registre médical I), soucieux de «préserver l'anonymat de ceux qui se rendaient au centre culturel». Ce souci est apparemmen' partagé par le parquet puit qu'il n'a pas inculpé le mé lecin pour destruction de preuves.

Quand au ministère de la Justice, il a fait savoir qu'étant donné le climat actuellement «défavorable» à la Légion Etrangère, il n'était pas opportun d'aller plus loin...

CANAL RHÔNE-RHIN

Redéploiement... et chômage

La confédération CFDT, après ses fédérations et unions locales et régionales concernées, a pris position sur le projet, considéré comme prioritaire par le 7° Plan, du canal, à grand gabarit reliant sur 230 km le Rhin à la Saône, et par delà, la région industrielle allemande de la Ruhr au débouché méditerranéen à travers le rhône et Marseille.

C'est en Franche-Comté, la région devant payer le reste.

la plus touchée par ce projet, qu'ont été exposées les multiples réserves de la CFDT, face à cet investissement dont les évaluations varient mais qui dépassera les 600 milliards d'A.F., c'est à dire de quoi construire 65 000 logements ou encore 75 hôpitaux. Sur cette sommes, selon les dernières déclarations de Fourcade, l'État avancera 150 milliards, les régions devant payer le reste.

Pour justifier cette dépense considérable, les promoteurs du projet évoquent les nombreux emplois qui ne manqueront de se créer sur les berges de ce canal ! Et de citer l'exemple de la canalisation de la Moselle qui aurait «sauvé la sidérurgie lorraine» (rapport Fléchet). Bel exemple, au moment où l'on annonce plus de 12 000 nouveaux licenciements!

Pour la CFDT il faut dénoncer un projet qui s'inscrit dans les perspectives de restructuration des grands groupes industriels français, accentue le dépeuplement de tous les plateaux et montagnes de Franche-Comté sans apporter de solutions pour les 6 500 emplois menacés à Besancon même: à RPT, chez Kelton, aux compteurs Schlumberger, et à Lip.

Elle émet également des réserves sur la forme de prise en considération des problèmes écologiques et regrette l'absence de consultation démocratique : les diverses associations et les municipalités étant mises devant le fait accompli au terme d'une enquête d'utilité publique, rondemment menée et qui s'est terminée le 14 janvier.

En fait ce projet vise essentiellement 2 buts : Transférer plusieurs con a nes de milliards d'AF de la poche des travailleurs dans celles des quelques groupes industriels qui construiront le canal (l'Union Cimentière regroupant tout le long du trajet diverses usines à ciment et à béton, entreprise Bouvet-Ponsard et d'Altkirsch)ou qui en profiteront.

rence entre la voie d'eau, la voie ferrée et l'autoroute, un abaissement des frais de transport pour les entreprises, le déficit étant bien sûr, payé par les contribuables. Par exemple, Peugeot qui par l'intermédiaire de sa filiale GEFCO (Société propriétaire de wagons) avait déjà réalisé en 74, 2,6 milliards de bénéfice dans le transport de voitures, soit la moitié des bénéfices réalisés dans la construction des mêmes voitures, compte bien économiser encore près de 200 F par voiture transportée, le nombre représentant une belle somme! L'entreprise chimique belge Solvay (près de Dôle), Creusot-Loire et l'Alsthom, mais surtout les grands groupes industriels allemands de la Ruhr en sont les grands bénéficiaires. C'est l'art de combiner les avantages des nationalisations et du secteur privé !

Face à ce projet, les réactions des politiciens locaux sont diverses et embarrassées. Si même dans la majorité, certains comme le député RPR Weiman considérent ce projet inutile et même dangereux, beaucoup de notables ont voté pour ce projet à condition de ne pas payer I Le PS est très divisé : Gaston Defferre, sensible à la pression des compagnies est pour, mais les élus PS du territoire de Belfort sont contre. A Besancon, le conseil municipal est pour, les nouveaux candidats hésitent.

En attendant ce projet et l'incertitude qu'il renferme, permettent à plusieurs industriels de justifier d'éventuelles fermetures : c'est le cas du groupe Aussedat-Rey, vis-à-vis de sa papéterie de Deluy et même de Rhône Poulenc qui fut pourtant à l'origine du projet mais la crise et le redéploiement ont changé son point de vue.

Révélateur de la crise, et aussi des dangers de l'intègration européenne à prédominance allemande, ce canal à grand gabarit n'apporterait rien de bon aux travailleurs de Franche-Comté. Au contraire, ils devraient le payer trois fois : par les impôts, par l'abandon de certains projets d'équipements locaux, par la détérioration de leurs conditions de vie.

Correspondant Besançon

tribunaux administratifs jury d'assis€s

LES RÉFORMETTES D'OLIVIER GUICHARD

Olivier Guichard, garde des Sceaux vient de manifester son goût des «réformettes» en proposant que les tribunaux administratifs (qui jugent les différends entre l'Etat et les particuliers) soient rattachés au ministère de la justice et plus particulièrement au Conseil d'Etat. Il estime que l'actuel rattachement au ministère de l'intérieur donne à l'opinion le sentiment «déplorable» que le tribunal administratif «n'est plus qu'un avatar du préfet». Mis à part cette question de relations publiques, «rien ne

changera» c'est Guichard lui-même qui le dit...

Une autre mini-réforme de Guichard est revenue à l'actualité grâce aux «dossiers de l'écran» de mardi soir : la modification des jurys de Cour d'assises. Jusqu'à présent les jurés sont choisis par les maires sur des critères d'«honorabilité» et de disponibilité qui font que les jurés sont souvent des hommes âgés appartenant à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie aisée. D'où des jurys parfois trop ouvertement réactionnaires comme pour l'affaire Goldman. Gui-

chard propose de tirer au sort les jurés sur les listes électorales avec une limite d'âge minimum de 23 ans. On peut se demander en quoi ce système reflèterait mieux le «peuple français» au nom duquel «justice est rendue». Surtout c'est une manière d'éviter de poser le problème de fond : l'impossibilité d'une justice «populaire» sous la dictature de la bourgeoisie. Le débat des «Dossiers de l'écran» l'a esquivé lui aussi : mais les témoignages des jurés révélaient combien c'est au fond le président du tribunal qui impose le verdict, rendu selon les lois élaborées par la bourgeoisie contre des accusés dont la société bourgeoise voudrait bien se débarrasser, alors qu'elle contribue à les fabriquer.

C. ANCHER

LES SOEURS DE MAHMOUD SALEH SE CONSTITUENT PARTIE CIVILE

Les sœurs de Mahmoud Saleh se sont constituées partie civile, devant le juge Brecque, pour avoir accès au dossier de l'enquête sur l'assassinat de leur frère et pouvoir éventuellement intervenir dans le cours de cette enquéte. Mahmoud Saleh a été assassiné le 4 janvier devant la librairie qu'il tenait rue Saint Victor à Paris. Ses assassins sont toujours en liberté, de même que ceux des trois autres militants palestiniens assassinés avant lui à Paris : Mahmoud Hamchari, Mohamed Boudia, et Koubaissi.



A l'occasion des 186 ans de la gendarmerie, Jean Cochard son directeur, a fait le bilan de ses activités en 1976 et annoncé le renforcement des effectifs par des audités mobiless pour protéger la sacro-sainte propriété privée : résidences secondaires et établissements détenteurs de fonds. Cochard s'est par ailleurs senti obligé d'affirmer qu'il n'était pas question de créer un corps de gendarmes en civil». En réalité, la gendarmerie accomplit de plus en plus des tâches de police, principalement la recherche de renseignements. Le gouvernement accorde beaucoup d'importance au rôle de la gendarmerie : crédits pour acquerir du matériel moderne, augmentation de la solde. En 5 ans les effectifs ont doublé.

INTERNATIONAL

LE BLOCUS DES CAMPS PALESTINIENS MAINTENU

ment des camps de Sabra et Chatila et Borj Barajnieh maintenu par les troupes de dissussion arabe, syrienne. Les chars syriens ont pris position sur les hauteurs entourant les camps. L'attaque prévue a été «ajournée», après que les quatre pays arabes (Arabie Séoudite, Koweit, Egypte, Syrie) signataires des accords de Ryad aient décidé d'intervenir dans les camps palestiniens dans le but d'y ramasser les armes lourdes, notamment les armes anti-chars et de contrôler les combattants palestiniens. C'est un formidable moven de pression exercé contre la résistance avant le conseil national Palestinien qui doit se réunir prochainement.

APPEL DE YASSER ARAFAT A ASSAD

Après avoir rencontré au Caire le premier ministre syrien, Yasser Arafat président de l'OLP a envoyé un message à Assad, le prési-



Camp palestinien après un raid sioniste, les troupes syriennes prendront-elles la relève ?

dent syrien, dans lequel il le «prie... de n'épargner aucun effort pour éviter toute action militaire» contre les camps palestiniens «afin de préserver nos parents et nos enfants et de garantir le succès de notre marche commune».

Le président syrien dont

les troupes effectuent les décisions des quatre pays arabes est largement responsable de tout ce qui peut arriver. Les informations que refusent de confirmer et d'infirmer les responsables syriens selon lesquelles des troupes d'élite de 400 hommes ont été amenées de Damas à Beyrouth sont plus qu'inquiétantes.

CYRUS VANCE EN ISRAEL

C'est dans ce climat que Cyrus Vance a eu ses premiers contacts en Israel. «Il ne peut y avoir aucune
remise en question du fait
que les USA sont profondément intéressés à la survie
et à la sécurité d'Israeli» a-t-il
déclaré. Cependant, la décision américaine de ne pas
livrer de bombes à dépression à Israel n'a pas été
rendue officielle, tandis que
les livraisons d'armes s'accélèrent.

Afrique Australe

ENCORE UN PRISONNIER ASSASSINÉ À JOHANNESBURG

Matthews Mabilane, un patriote africain détenu par la police raciste de Johannesburg, est mort mardi d'une chute de 10 étages survenue depuis une fenètre des locaux de la police. C'est le 18º Africain connu assassiné en moins d'un an par la police raciste sud africaine, qui essaie de faire croire à une «tentative d'évasion».

A Soweto, de nouvelles arrestations de patriotes ont eu lieu : la mère de Tsietsi Mashinini, considéré comme le chef de file, du soulèvement populaire du mois de juin dernier, a été arrêté sous le prétexte qu'elle aurait servi de courrier entre des militants réfugiés au Swaziland et des habitants de Soweto. Un frère de Tietsi a également été arrêté, lui-même est recherché, contre récompense.

BUDGET MILITAIRE -RECORD EN RHODESIE

En Rhodésie, le gouvernement raciste vient de porter le budget de la défense à la somme record de 158 millions de dollars par an, soit à peine moins que le 1/5 du budget, ce qui correspond à une hausse de 22,5 millions de dollars; quant au budget de la police, il passe de 71 millions à 76,4 millions de dollars, le tout devant servir à couvrir les frais provoqués par l'accroissement des effectifs mobilisés dans la répression anti-africaine au cours des 6 derniers mois.

PODGORNY PROCHAINEMENT EN VISITE

Cependant, l'ambassade soviétique à Lusaka annonce une tournée officielle de Podgorny, président du Soviet suprême, en Zambie, en Tanzanie et au Mozambique, ainsi qu'au Botswana. L'URSS commerce avec le régime raciste de Salisbury, mais en même temps elle essaie de s'infiltrer, par le jeu des relations diplomatiques et sous la feinte d'un soutien aux mouvements de libération, dans les Etats africains, ce qui ne va pas pour elle sans difficultés, comme le montrent les délais nécessaires à l'organisation d'un tel voyage, dont le principe a été annoncé il y a plusieurs mois et qui ne prendra effet qu'au mois de mars.

Intervention de Sakharov à la TV américaine

L'ALIBI DE CARTER

«Tout signe de faiblesse (sur la question des droits de l'homme en URSS) affectera l'ensemble des relations Est Ouest y compris les négociations sur le désarmement» déclare à l'adresse de Carter, Sakharov, l'opposant soviétique, à la télévision américaine dans une interview projetée mardi. Il y dénonçait les violations de «la liberté de pensée, d'information, de mouvement, religion» en URSS... «Les procès illégaux, la répression psychiátrique, les tortures dans les camps d'internement». C'est en prenant la défense de Sakharov que pour la première fois Carter était intervenu sur la situation intérieure en URSS.

C'était un changement d'attitude important : en 1975, Ford refusait de recevoir Soljénitsine, qui menait une campagne furieuse contre la situation intérieure en URSS.

Le développement du mouvement d'opposition en URSS, les difficultés créées à l'URSS par les révélations multiples sur la situation intérieure, le changement d'administration US dans le cours d'un débat profond au sein de l'impérialisme US sur l'attitude à adopter devant l'URSS sont des conditions qui ont permis ce changement d'attitude.

Une autre conception de la détente se met en place aux USA: les USA cherchent à frapper sur les points faibles de l'URSS pour améliorer leur position d'ensemble face à elle, qui a

tiré le plus de profit des accords d'Helsinki. La reconnaissance des droits de l'homme à Helsinki et leurs violations en URSS placent celle-ci en position difficile, qui l'amène à aggraver la répression. Selon Sakharov «le but du gouvernement soviétique est de créer une situation telle qu'au moment de la conférence de Belgrade qui évaluera les résultats de l'accord d'Helsinki aucune voix ne s'élèvera à travers le pays contre les violations des droits de l'homme».

L'intervention de Carter sert en retour d'«argument» justificatif de la répression, affirmant que les courants d'opposition sont en réalité 40 ou 50 personnes sur 250 millions, qu'il s'agit d'espions etc... Mais pourquoi alors le Soviét Suprème

a-t-il décidé de renforcer le système de répression et de moucharde au niveau des entreprises et des quartiers en augmentant l'activité des «tribunaux de camarades», sinon parce que l'opposition s'ancre profondément en URSS et dans les nationalités et dans le peuple ?

L'intervention américaine, si elle appuie avec fracas certaines personnalités qui lui servent d'alibi, justifie la répression contre l'ensemble de ce mouvement profond, parce que ses buts sont toujours les mêmes : non pas libérer les peuples, mais les soumettre. Et toutes les oppositions avec l'URSS sont une dispute pour savoir lequel soumettra le plus grand nombre de peuples.

G.CARRAT

En bref... En bref... En bref...

ELECTIONS DANOISES SANS SURPRISE

Progrès du parti social-démocrate du premier ministre Joergensen, défaite du plus grand parti d'opposition qui avait demandé des compressions des dépenses publiques. Joergensen pourra donc poursuivre, avec une assise plus large, son expérience de gouvernement minoritaire, commencée en janvier 75, mais les problèmes demeurent : le chômage s'est accru de 8,1 % en deux ans, le déficit commercial pour 76 est supérieur à 3 milliards de dollars, seul point positif, la réduction du taux d'inflation qui est passé de 22 % en 75 à 13 % l'an dernier.

EUROPE DU NORD, LES GREVES S'ÉTENDENT AUX PAYS-BAS

Le nombre des grévistes est désormais de 21 000, selon les syndicats, dont 6000 dockers. La presse également est touchée par le mouvement.

TOURNÉE EUROPÉENNE DE SOARES

Soarès, premier ministre du Portugal, poursuit sa tournée des capitales européennes, à la recherche d'appuis à la candidature du Portugal à devenir membre de la CEE. Il est arrivé mardi à Dublin pour une visite de 2 jours. L'Irlande semble, favorable à l'adhésion portugaise.

NEGOCIATIONS DE LA CEE AVEC L'URSS

Des négociations se déroulent aujourd'hui entre la communauté européanne et l'URSS sur le droit de pêche en mer du Nord. Ce seront les premières du genre, l'URSS ayant refusé pendant 20 ans de reconnaître le Marché Commun. En échange du droit pour les chalutiers européens de pêcher en mer baltique et dans la mer de Barentz, les bateaux soviétiques obtiendraient un droit d'accès permanent en mer du Nord.

LA MALADIE DE CROSLAND, ORIGINE DE DIFFICULTÉS POUR LES TRAVAILLISTES

La mise à l'écart du ecrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à un moment où se pose avec acuité la question de la Rhodésie, celle de la présidence de la communauté européenne, des droits de pêche et de la réunion à Londres des ministres des affaires étrangères de l'Otan, met le gouvernement travailliste en difficulté, d'autant plus qu' avec la disparition de Crosland, il perd sa dernière voix de majorité à la chambre. L'éventuelle nomination de Denis Healey, actuellement chanceller de l'échiquier, à la place de Crosland, au moment où se prépare le budget de l'année fiscale 76, pose d'autres difficulto..., Healey ne semblant guere désireux de quitter son poste, où il pourrait être remplacé par Edmund Dell, secrétaire d'État au commer-

INTERNATIONAL

NOUVELLES D'ESPAGNE

(Correspondance de Madrid)

Par ailleurs, les arrestations de militants d'extrême gauche se poursuivent, s'étendant dans certains cas à des organisations comme le PCE, l'UGT. Dans la grande majorité des cas, les détenus ont été maintenus dans les locaux de la police et libérés après interrogatoire, au bout de deux ou trois jours. Certains d'entre eux, ont été maintenus en prison, sans que l'on puisse en donner une liste exacte. C'est le cas du jeune étudiant Aitor Argàrate, arrêté depuis le 25 janvier à Berango (Biscaye), qui est resté au secret pendant 17 jours, accusé d'avoir projeté un attentat à la bombe et qui est toujours en prison.

A Echarri Aranaz (Navarre), il a fallu que 35 personnes, dont les responsables municipaux, s'enferment dans la mairie pour obtenir l'élargissement de 3 militants arrêtés alors qu'ils venaient d'être libérés en application du décret d'amnistie.

Deux militants de l'ORT, Mercedes Garcia Del Real et Pablo Sanchez sont restés plus d'une semaine emprisonnés à Vigo (Galice). Mercedes avait dû être hospitalisé au bout de deux jours à la suite d'une hémorragie, elle avait perdu 4 kg.

La presse et l'édition restent des cibles favorites du régime. Les deux journalistes de «Garaia» arrêtés pour «injures à la garde civile» ont été libérés mais restent inculpés. La présentation publique du livre «abstention, abstention, c'est le vote de l'opposition» à Madrid a été interdite et deux personnes qui se trouvaient sur les lieux au moment de la convocation ont été arrêtées. De même, la représentation d'un livre sur le naufrage de «l'Urquiola» a été interdite.

Les provocations de fascistes continuent. Un groupe de 20 jeunes armés de matraques, de chaines et de pistolets ont ainsi agressé l'Université de Barcelone, le 8. Trois policiers en civil spécialement désignés en prévision d'une telle attaque ont assisté à la scène sans intervenir.

Tous les partis de l'opposition se présentent les uns après les autres au ministère de l'intérieur pour déposer leurs statuts. C'est la cas du PCE et des partis de l'opposition bourgeoise, mais aussi d'organisations comme le PTE, l'ORT, l'association démocratique des femmes de Madrid. La décision est entre les mains des ribunaux qui peuvent les interdire s'ils estiment que ces associations prônent un régime «totalitaire» ou sont liées à une internationale.

Dans le même temps, de nombreuses associations démocratiques, comme la plupart des associations de voisins, qui ne sont pas concernées par le décret, restent dans une semi-illégalité.

Dans les entreprises, la situation reste marquée par la dureté des positions patronales. Après trois niois de grève, les ouvriers de Tarabusi (Bilbao) ont repris le travail sans avoir obtenu la réintégration de leurs 14 camarades et craignent de nombreuses mises à pied. Le travail a repris également à Roca. À Madrid, 3 hôpitaux sont en grève et les maîtres auxiliaires qui continuent la lutte pour leur titularisation menacent de boycotter les examens de février.

Des doutes graves subsistent sur la nature exacte du GRAPO et les conditions du dénouement de cette affaire comme sur les conditions de séquestration de Oriol et Villaescusa. On ne peut que relever parmi d'autres une contradiction importante : alors que Oriol avait prétendu ne rien avoir appris de l'enlèvement de Villaescusa, celui-ci affirme avoir été enfermé avec lui pendant 10 jours.

Thaïlande : retour des conseillers américains

"Des milliers de militaires américains, se faisant passer pour des civils, diplomates ou hommes affaires», secondent les fascistes thailandais, et dans le pays, «les bases de télécommunication et de détection électronique sont à nouveau à pied d'œuvre sous contrôle direct de conseillers américains» qui ont poussé la Thailande à lancer des provocations armées contre le Laos et le Cambodge, révèle le 15 février, un éditorial du quotidien de l'armée vietnamienne, diffusé par Radio-Hanoi.

En Thailande, par ailleurs, la princesse Rangsit, parente du roi de Thailande et sa représentante dans la province de Surat-Thani, a été tué, son hélicoptère ayant été pris sous le feu de maquisards communistes du Sud du pays.

TRAFIC SUR LES PIECES D'HÉLICOPTERES

SCANDALE AUX USA

Des pièces d'hélicoptères non contrôlées et pouvant se révéler défectueuses ont été vendues à diverses flottes aériennes militaires étrangères; ces ventes se chiffrant en millions de dollars et concernant principalement la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale, dont les hélicoptères militaires constituent pour une bonne part la défense antisous-marine de l'OTAN, Telles sont les révélations faites ces jours-ci à Los Angeles par des informateurs bien placés dans l'industrie amé-

Ces pièces portaient la marque, et étaient censés présenter les garanties, de la «Belle Helicopter Co...», ou de la «Sikorsky Aircraft Corp». En réalité, elles étaient fabriquées par d'autres firmes, totalement ignorantes des normes et, des procédés employés par ces deux compagnies, qui n'ont jamais contrôlé les pièces. Celles ci recevaient apparemment un certificat de fiabilité délivré par la «Fédé-

ral Aviation Administration», en fait, le brevet venait de plusieurs succursales de la FFA, qui ne disposaient pas de l'autorisation ni du matériel nécessaire pour opérer les vérifications ou délivrer les brevets.

Nombres de ces pièces se millions de dollars.

sont d'ores et déjà révélées défectueuses. Cette affaire pourrait amener le désarmement de centaines d'hélicoptères militaires européens. Plusieurs compagnies américaines sont impliquées.

La réparation des dégâts coûterait à elle seule 100 millions de dollars

Le Front POLISARIO porte les combats en plein cœur du territoire occupé par les troupes mauritaniennes

Poursuivant son offensive, sur le front sud, l'armée de Libération du peuple sahraoui a, une fois de plus, harcelé et attaqué les garnisons mauritaniennes, indique le communiqué du commandement militaire sahraoui.

Le matin du 2 février, les combattants sahraouis ont investi un campement occupé par les Mauritaniens à Koudia Ras Ahmed, à plus de 600 km au sud d'Ain Bentili. 67 soldats ennemis ont été mis hors de combat, 26 autres ont été capturés. L'ALPS a ensuite pénétré dans la ville de Tidjikja, où elle a totalement détruit le dispositif ennemi. Elle s'est en outre emparée de nombreuses armes.

En bref...

ARGENTINE

· Lundi, les employés de l'électricité ont brusquement cessé le travail, relançant ainsi le conflit avec le gouvernement qui paraissait réglé jeudi, lorsqu'un accord était intervenu entre les dirigeants syndicalistes de Luz y Fuerza et la gouvernement, accord qui acceptait de nouveaux horaires de travail, lesquels passaient de 35 à 42 heures hebdomadaires.

RÉUNION DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE JEUDI 17 FÉVRIER 1977 A 19 H 00 A JUSSIEU-TOUR 42

Appel à tous nos amis et sympathisants de la région parisienne pour venir discuter des buts et des moyens d'une campagne que l'AMFP organise pour riposter aux récents crimes sionistes à Paris.

ENCORE 100 PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES EN EUSKADI!

Les avocats basques Miguel Castells et Francisco Letamendia, qui tous deux avaient défendu les anti-fascistes condamnés au procès de Burgos en 1970 ont fait un certain nombre de révélations sur la situation des prisonniers politiques en Euskadi: 100 personnes se trouvent encore en prison, pour la plupart condamnées par des tribunaux militaires, selon la procédure expéditive, «sumarisima», la même qui assassina 5 militants en septembre Les décrets-loi aux termes desquels ils avaient été condamnés ont été abrogés mais ils restent en prison, condamnés à perpétuité.

Par ailleurs, au Pays Basque, la police continue de perquisitionner sans mandat judiciaire; elle utilise et dépasse le délai de 10 jours de détention provisoire prévu par les lois. Des témoignages de gens arrêtés le 13 janvier dernier dans les localités de Villabona et Tolosa font état de coups et de sévices et d'autres confirment que la torture reste un moyen d'interrogatoire pour la police.

COUPS DE MAIN FASCISTES

Le rythme des coups de main d'organisations d'extrême-droite a légèrement augmenté au Pays. Basque par rapport à ce qu'il était au temps de Franco; de même il y a eu plus de morts par balles dans cette période qu'auparavant, soit 4 par mois

Les avocats soulignent que la tactique de la police consiste à réprimer brutale qu'avant les manifestations, sans opérer d'arrestations massives, contrairement à ce qui se produisait. Mais par ailleurs, dans tous les cas autres que les manifestations, ce que le régime espagnol appelle encore délit de presse, de réunion, d'association, la police arrête, instruit un dossier, et met en liberté provisoire sous caution : le nombre de gens qui attendent ainsiede passer en justice est considé-

LES «NOUVELLES INSTITUTIONS» RÉPRESSIVES

Interrogés sur la disparition d'un certain nombre d'institutions comme le Tribunal d'Ordre Pub-



A Madrid avant l'assassinat des cinq avocats. Les manifestations pour l'amnistie gagnaient toute l'Espagne.

lio, le T.O.P., les avocats ont rappelé que simultanément une nouvelle juridiction spéciale avait été créée : «L'Audience Nationale». Les tribunaux spéciaux nº 1 et 2 ont été supprimés... et remplacés par les tribunaux ordinaires 21 et 22, mais avec les mêmes magistrats! Pour Eva Forest par exemple, le passage à une juridiction ordinaire signifie que l'instruction va trainer de longs mois encore et qu'en attendant, elle reste en prison.

Les Brigades politiques sociales, BPS, corps répressif de police politique, ont été remplacées par la Deuxième Section.

Ces différentes transformations du cadre juridique permettent de créer une façade démocratique acceptable, elles permettent également un certain jeu démocratique pour les partis, mais elles permettent tout autant une répression systématique de tout mouvement de masse refusant cette légalité-là. Et au Pays Basque, comme l'ont rappelé les avocats et Miguel Poredes, frère de Txiqui, c'est le peuple qui va conquérir l'amnistie, et non une commission de négociations

ns. Hélène Varjac.

GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE UNE «INDUSTRIE» DE REPRESSION des employes tres speciaux

A côté des contrôles dans le métro, des tracasseries contre les jeunes, contre les immigrés odieusement exploités, à côté des contrôles qui se multiplient dans les quartiers populaires, tout cela pris en charge par la police officielle, le capital a créé toute une «industrie» qui intervient pour défendre ce qu'il considère comme sa propriété ! Les grèves sont sa hantise ! Des sociétés chargées d'intervenir par tous les moyens sont constituées.

Slage Secret | OLYMPIE - SOUSTELLE POSTO LA CRAND'COMBE Ales, Le 19 Juin 1975

Par la présente, 3'es l'honneur de vous repreiler les exempositions de Services adressées (Mr. . - Birecteur ou vos litablessement à Alés, concernant in Europhisment de sette abine en dete du 20-02-75.

the Service de garde & Poeto Pizo sont es genéral obs ron per un gordies at un obtes Policies Corper Allonoug, aprelalerent aroune à cot effet.

lios pardians, recrutés après une savère soloction et une anquite appreferate ser le plan Politique et Syndrest, cont rhuclunont independante de votre personnel et na pouvent en aucun con pronure
pontifien en cau de coefile.

Sur instructive de la Direction de l'Elobiana en:

Burveillé, ona appate sont en mesure de fournir des repronur entaction,
concernant le clicat Social et tenir la Birgétion inforcée d'éventurie
couraument pageant se produire.

Trace à une stroite collaboration avec les Services de Police et à nos méthodes de traval), bous soumns égalaxont en compre de veus fournir diverses précisions our le personnel monegais à l'être capacies dans ses Services, est bies entends, en restort unes la plus grande discrition.

Parel nos Référentes Hotales, Je neux rous tabre. Connieur P. Jako Ancies député du Gard, hossieur DOMAS Persieurre Control à Alés, Homeleur MOLIFA Officier de Police & Alés, Hossieur FIC (R.Q.).



EN. .. KISE ALL.

Siege Social : OLYMPIE - SOUSTELLE BOHO LA CRAND'COMBE

Restant à votre disposition pour touten présisteme amplémentairem, ou pour un catroitée que voie roudres bien se fiver a jour et à l'heure qui vous continuirent; le vois pris de croire, Foncteur, à ann continuis dévoués.



LA PUBLICITÉ DE **«L'ENTREPRISE** ALÉSIENNE DE **GARDIENNAGE»** (E.A.G) AUPRES DES PATRONS

«... Sur instructions de la direction de l'Etablissement Surveillé, nos agents sont en mesure de fournir des rapports détaillés concernant le climat social et tenir la direction informée d'éventuels mouvements pouvant se

Grâce à une étroite collaboration avec les Services de Police et à nos méthodes de travail, nous sommes également en mesure de vous fournir diverses précisions sur le personnel susceptible d'être embauché dans vos services, ceci bien entendu en restant dans la plus grande discrétion.

Parmi nos références morales, je peux vous citer M. P. Jalu, ancien député du Gard, M. Dumas, commissaire central à Alès, M. Molina, officier de police à Alès, M. Vic 17 G1....

Rapports détaillés fournis au patronat et à la police, sur les travailleurs embauchés, ou sur les candidats à l'embauche : l'activité antiouvrière des sociétés de gardiennage et de surveillance, est quotidienne. Mais, qui sont les employés très spéciaux qui se livrent à ces activités ? Certaines de Jeurs actions les plus spectaculaires l'ont révélé au grand jour, en montrant comment des sociétés se présentant comme «au service du public», ayant pignon sur rue, et à l'allure respectable, abritaient les mercenaires de la classe au pouvoir.

On se souvient des interventions qui ont eu lieu chez Peugeot. Comment la direction de chez Peugeot s'y était-elle prise ? Par l'intermédiaire de la NOTA société parisienne d'intérim, une équipe est engagée. Ce recrutement NOTA s'est opéré par les soins d'une autre sociétée de NICE la CFO sous la responsabilité d'un ancien colonel de parachutiste. Si bien qu'à la NOTA, l'équipe sera appelée «les ni-

Aux usines de Montbéliard, en grève, le commando sous la conduite d'un délégué CFT, arrivé en ca-mions bachés armé de matraques et de pistolets (deux coups de feu furent tirés). Il y a des blessés. Une enquête, sur plainte de la section syndicale, sera ouverte : elle n'a jamais abouti.

La NOTA intérim est en rapport, par l'intermédiaire d'un ex-colonel du 3º RCP, ami de Salan, avec l'association de reclassement des militaires de carrières, l'union Nationale des anciens Parachutistes et l'association des anciens combattants de l'union Française. Parmi le personnel de la NOTA, qui intervint chez Peugeet on rélève également la présence de deux individus impliqués dans le Kidnaping de M. Hazan, le PDG du phonogram. Toujours chez Peugeot, en avril 73, à St Etienne; l'usine est en grève. Le matériel qu'elle fabrique, manque pour faire tourner l'usine de Sochaux. Qu'a cela ne tienne! Un commando envoyé sur place attaque. Il s'empare des pièces qui manquent et les évacuent dans des camions amenés à cet effet. Dans la bagarre qui s'en suit, certains membres du commando seront fait prisonniers par les grévistes. On relève leurs identités. Ceci permet de se faire une idée des gens qui sont recrutés pour ce genre d'opérations.

Parmi eux, de nombreux auteurs de hold-up, des spécialistes de provocations hommes musclés à toutes telles que l'attentat à l'explusif contre le commissariat autombro 1974 Lors de



Le personnel des sociétés de gardiennage et de surveillance, peut être regroupé pour l'essentiel, en deux catégories distinctes. A côté des truands, et des mercenaires patentés de la classe capitaliste, on trouve des gens tels que cet ouvrier de 54 ans, réduit au chômage, et à qui l'ANPE menaçait de couper les indémenités s'il n'acceptait pas un poste de gardien d'usine, ou cet autre victime d'un accident du travail et qui, après un long séjour à l'hôpital, en est ressorti diminué. Celui-ci, dans l'impossibilité, avec son bras atrophie, de reprendre son ancien métier de mécanicien et ne disposent pas d'une pension suffisante pour vivre, avait besoin d'un complèment : au cours d'une période de re-

emploi, il n'obtiendra qu'une proposition d'une société d'intérim, pour être gardien dans un magasin. La classe au pouvoir tente ainsi de manipuler certains travailleurs, en profitant de leurs difficultés pour proposer des postes où la limite d'avec la fonction de flics de la bourgeoisie, est pour le moins floue; des postes à partir desquels une mentalité de larbins, hostiles à la classe ouvrière, s'acquiert, rapidement. Les sociétés de gardiennage et de surveillance traitent cependant différemles individus à qui sont confiées les missions «de confiance» telles que l'espionnage des militants syndicalistes, des ouvriers combatifs, ou les agressions

physiques contre les travailleurs en lutte. Par exemple, au point de vue du salaire, le gardien ordinaire, facturé pour un tarif mensuel de 7 500 F et plus, est souvent payé au SMIC. Ceux qui sont chargés d'actions spéciales, les gardes du corps, les membres d'équipes de «services d'ordre» en passant par les maîtres-chiens et les «détectives» se verront quant à eux, gratifiés par la même société d'un salaire au minimum de 5 000 F par mois, avec en plus, de la part des entreprises qui les réclament (certains sont réputés !), des primes fort appréciables, sans compter les primes qu'ils peuvent percevoir de la part de polices parallèles dont ils font souvent partie.

des ouvriers qui ont pris des photos, reconnaitront Moschoni, qui a offert ses services à la société A.C.D.S. Celui-ci fut membre du Parti des forces nouvelles (PFN), aussi membre du MSI, le parti néo-fasciste italien, et engagé comme mercenaire en Angola. A Lyon, la SERVAIR et la CESAF, entreprises de prestations de services fournissent des les compagnies aériennes, ainsi que des serveurs au de police de Montbéliard, en buffet de la gare de Lyon, Perrache. Deux d'entre eux contre Chausson furent condamnés pour

avoir tenté de disperser par la force un piquet de grève au buffet de la gare. Ces deux sociétés se sont vues offrir les services d'un ancien officier du SDECE. Ce dernier fut écarté du SDECE en compagnie de deux autres officiers, au moment de l'affaire Marcovich.

Un exemple de renseignements transmis par la société A.C.D.S.

«L'intéressé a provoqué des mouvem nts divers dans le personnel de cette entreprise, l'incitant à des revendications. Il a été licencié à la première occasion, mais a néanmoins entraîné deux bons éléments qui se sont laissés influencer. Il a d'ailleurs eu plusieurs affair aux Prud'hommes. C'est un élément de subversion».

Devenez "ABONNE- CRITIQUES DERNIER MOIS CUotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE **VOUS DONNE DROIT:**

- A un abonnement au choix à :
 - ☐ Front Rouge
 - ☐ Rebelles
 - Pékin Information
 - ☐ La Chine en construction
- Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

Un disque chinois (L'Orient

D - Un disque de François

- Dansons avec les travail-

Un disque de Gines Servat

D - Les chants de la Résis-tance Palastinienne

de 15% à la librairie «Le

Grand jeu», 20 rue Colbert à

de 33% sur les éditions

Pierre Jean Oswald, 7 rue de

l'École Polytechnique - Pa-

Cinémas (tarif étudiant tous

«La Clef», 21 rue de la Clef,

Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Fré-

déric Santon (tarif étudiant

ENTRÉE GRATUITE aux

fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au

ciné-club «Printemps» à

Inscription prioritaire

pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain

«Le Quotidien du Peuple».

«Olympic», 10 rue Boyer

les jours)

Paris 5º

(L'Hirondelle ou le Pouvoir

Tusques (Ça branle dans le

révolutionnaire...)

manche)

des mots)

est rouge, Opéres à thème

- ☐ · 2 tomes des œuvres choi-sies de Mao Tsé-toung D - La réception dès parution
- du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui nblera plusieurs classiques du marxisme léni-
- □ «Révolution et contre révolution en Argentines de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par
- velle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels Les cahiers philosophiques
- Roger Pic

 Ismail Kadaré et la nou-
 - □ Un disque de Carlos Andréou (un peuple lutte : Espegne)
- Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»
- Sur présentation de la carte

REDUCTION

de 10% sur plusieurs libraies dont

La librairie populaire true Dugesclin) à Lyon «Les Temps Modernes» true Notre Dame de Recouvrance) à Orléans La librairie populaire (40 rue

Jules Guesde) à Lille «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de Librairie «Tschann», 84 bd

du Montparnasse à Paris «Graffiti», 210, rue J. Jaurès

Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille «Jean Rome», 1 rue des

Gras à Clemont-Ferrand Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

Abonnement normal 300 F

Mode de versement : En une fois

En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en	Ca	p	it	al	e	16.)				*		,	*							v	
Prénom .						×	*														
.\dresse.									*	*	*			*							
Ville																	ı.		Ģ		

·

DANS NOTRE COURRIER

ET SUGGESTIONS

Camarades,

Dans son ensemble, le Quotidien du Peuple est complet et excellent; les enquêtes et les reportages sont très bons, de plus, on peut les utiliser dans des discussions ou des débats. Les points noirs, sont sûrement le manque de critique sur les programmes télé, on dirait que les navets quotidiens, dont sont victimos los travailleurs, voirs

laissent froid, je crois qu'il serait temps d'introduire une critique des programmes. Le second point noir, le manque d'une page culture, le roman qui paraît c'est bien, mais il faudrait aussi trouver une sélection de livres, de la poésie (française ou étrangère), critique de film, du théâtre...etc...

Salutations révolutionnaires

Je me permettrais de faire une critique au Quotidien du Peuple (critique que l'on vous a peut-être déjà faite) au sujet du programme télé Ique vous donnez tous les jours dans une version très «squelettique»). La télévision étant un des instruments d'oppression de la bourgeoisie sur le peuple, je pense que vous, en tant que journal communiste vous avez le devoir de critiquer au moins les émissions et films passant aux heures grande écoute (20 h 30). Actuellement, telle que votre «rubrique» télé est conçue, vous ne tenez pas compte de la

principale forme de «culture» qui est distillée au peuple.

A part ça, le journal est excellent.

> Salutations révolutionnaires

Faites connaître le Quotidien du peuple

Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles



26 et 27 février, 6, rue Albert Delapparent, Paris 7ème (Centre de Conférences) ouvertes à tous.

SIX GRANDS FORUMS

- Le cancer et l'environnement
- Alimentation et pollution
- Nuisances industrielles et maladies professionnelles
- · Péchiney le pollueur
- La pollution de l'eau, des rivières et des mers
- · Le nucléaire et les travailleurs

A l'appel du CLISACT, avec le soutien ou la participation du Comité Malville, du Comité de Lutte des Handicapés, du G.I.A. du Groupe Information Aménagement, Marine en Lutte, Front Paysan, Le Croquant, le MIVOC, les travailleurs de La Hague, les paysans de Braud, les ostréiculteurs, pêcheurs, mineurs, sidérurgistes, ouvriers de l'aluminium, travailleurs hospitaliers, de la Sécurité Sociale, chimistes, ingénieurs, médecins et chercheurs, juristes, et des ouvriers et médecins italiens de l'ICMESA et de SEVESO ...

Travaux des forums : samedi après-midi et dimanche matin.

Projection de films (« Condamnés à réussir », etc.) : samedi soir.

Assemblée de synthèse : dimanche après-midi. Nous attendons de votre part de nombreux témoignages et dossiers collectifs.

Vignette: 15 F (à demander au CLISACT). Logement assuré. Envoyer dossiers ou simplement annonces de participation au CLISACT, 56, rue des Guipons, 94800 Villejuif (Tél. 677 28 30, tous les soirs).

Un travailleur d'Arcueil

Débauché comme celui qui m'a précédé

CAMARADES,

Pour continuer la série : «Embauche, débauche et la production sort», inaugurée par cette ouvrière de Grenoble recontant dans le QdP du 10 février, sa «semaine de travail», je voudrais vous signaler mon cas (un parmi tant d'autres) : j'ai été embauché le 12 janvier dernier dans une petite imprimerie de Cachan, qui s'appelle Cartonex et qui imprime des boîtes de produits pharmaceutiques. On m'a précisé que j'étais pris à l'essai comme manœuvre, pendant un mois. Le premier jour, un travailleur de l'imprimerie m'a dit : «lci, c'est la dictature, une sale baraque». J'ai pu voir par moi-même les conditions de travail infernales : 45 heures par semaine, le sur-rendement, le bruit des machines. les salaires minables, les primes dérisoires de rendement qui incitent les travailleurs à produire au maxien movenne, la mum: production «normale» est

doublée tous les mois... mais pas la paye, bien sûr ; la place manque pour travailler : on est les uns sur les autres, le matériel est inadapté ou usagé : par exemple, des tonnes de cartons sont empilées sur des palettes cassées ou branlantes, qui peuvent s'écrouler à tout moment ; ce qui a valu la mort d'un ouvrier, de l'aveu même de la directrice; mais bien sûr, c'est aux ouvriers de faire attention ! (...) C'est par intermédiaire de celle-ci que l'ai été «débauché» le 10 février (juste avant la fin de ma période d'essai), parce que soi-disant, je ne travaillais pas assez vite, j'étais «incapable» et «pas sérieux», comme celui qui m'avait précédé et qui a subi le même sort. «Au suivant de ces messieurs».

(...) En tout cas, la colère monte dans les imprimeries de Cachan et d'ailleurs.

> Salutations communistes J. D. Arcueil



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRmI Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte Nº7713 J Directeur de publication : Y. Chevet Imprimé par IPCC-Paris Distribué par les NMPP Commission Paritaire: 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PREVOST

26º épisode

Seules, résistaient au centre deux sections : les sections Vieljeu et Lescot, débordées sur leurs flancs. Elles furent bientôt prises sous une double enfilade d'armes automatiques. Les deux brownings étaient enrayées, leurs munitions épuisées. Il restait aux Français deux lance-fusées et un mortier. A plat ventre, les hommes s'incrustaient au sol, écrasés par le couvercle d'acier qui recouvrait leur position, coupant l'herbe à mi-hauteur, comme une faux.

Les Allemands voulurent en profiter. Du sud, ils montèrent à l'assaut et débouchèrent à quinze mètres des positions, sur la route goudronnée. Les Français jouèrent la grenade comme aux boules, brisant l'attaque. Catillon réussit à abattre le servant de l'une des mitrailleuses alle-

Le sergent I..., plombier de son état, pris alors de colère, empoigna un lance-fusées, et tira sur le ballast de la ligne de tramway. Les explosions obligèrent les Allemands à reculer avec leurs armes automatiques. Vêtu d'une vareuse bleu ciel qui datait de 1914, son lance-fusée crachant le feu par devant et par derrière, L... se démenait comme un diable bleu et rouge, sautant par-dessus les balles allemandes, passant par-dessous, jamais blessé. Lescot avait saisi l'unique mortier à plein bras et, servi par Vieljeu qui enfilait les obus. Il faisait du tir direct sur la mitrailleuse allemande qui menaçait le fianc droit. Ce fut au tour des Allemands de coller au sol.

Puis, une minute de silence, pendant laquelle les oreilles déchirées bourdonnaient d'explosions.

Des renforts arrivaient. L'adjudant-chef Chabal venait de Saint-Martin avec trente chasseurs. Passé Saint-Nizier, leur camion croisa une charrette. Les jambes d'un mort ballotaient à l'avant, donnant contre les pattes du mulet qui hissait vers le village son bagage de cadavres.

Les chasseurs entonnèrent la Marseillaise. Sautant du camion, ils descendirent au pas de course vers la position aux trois quarts cernée. Plusieurs tombérent.

Chabal se retrouva près de Vieljeu

- Nous avons vingt fusils, deux fusils-mitrailleurs et

Les Allemands abandonnèrent le terrain sur le fianc gauche, et tentèrent une attaque massive de front, sous le couvert du talus de la route nationale.

Protégés par le tir plongeant des fusils-mitrailleurs. Lescot, Terro et Vieljeu se glissèrent vers la route. Dans chaque main, ils tenaient une bombe gammon, au prastic. Ils se dressèrent ensemble, lancèrent une bombe, puis deux, et se jetèrent au sol en hurlant, pour que le souffle des explosions ne fasse pas éclater leurs poumons. Les corps défoncés des Aliemands volèrent plus haut que les arbres. Les survivants atterrés se mirent à courir comme fous à travers les prés, sous les rafales des fusils-mitrailleurs de Chabal. Ils se réfugièrent dans des fermes, éventrées à leur tour par les fusées des bazookas.

Journée perdue pour les casques d'acier : ils s'enfuyaient vers leurs camions, pendant qu'ici et là se levaient les têtes nues des maquisards sortant de leurs trous.

Au moment où le convoi ennemi atteignait la Tour Sans Venin, une pièce de 25 mm, volée aux Allemands le jour même au cours d'un raid, envoya un coup au but, détruisant un véhicule,

Durieux, commandant du secteur nord du Vercors, arrivait en voiture:

- Bravo Goderville, bravo Brisac! Vous leur avez montré de quel bois on se chauffe.

- Bien sûr, dit Goderville. Que voulez-vous, aujourd'hui c'est mon anniversaire. Je leur ai fait un cadeau. Les Français avaient eu dix tués, les Allemands au moins

Vieljeu attendait au coin de la route que les brancardiers viennent chercher l'un de ses hommes : le dernier tué de la journée. Assis contre le talus du tramway, le menton dans le creux du bras gauche, la mitraillette dans la main droite, le mort souriait, le front traversé d'une balle. La peau de son visage, opaque et légèrement humide, ressemblait à un buvard qui aurait séché une tache rouge.

Vieljeu se tourna vers Terro: - Le pauvre type. Tu te rends compte, il a été tué le dernier!

Terro haussa les épaules. Etendu sur l'herbe, il changeait de chaussettes :

- T'excite pas, mon vieux. Il y a un dernier tué pour chaque jour, chaque combat, chaque guerre... et aussi un premier tué. C'est pas eux qui allongent les listes; c'est les hommes qui se font tuer entre-temps.

(à suivre)

TÉLÉVISION

POINT DE VUE SUR LE FILM "le dictateur"



Hynkel-Charlot dans un de ses discours.

Charlot, soldat de l'armée de Tomanie perd la mémoire à la fin de la guerre, après un atterissage forcé. Soigné dans un hôpital psychiatrique, il ignore tout du sort de son pays dominé depuis la défaite par un dictateur, Hynkel, qui encourage l'antisémitisme et envoie ses troupes de la mort contre les ghettos juifs. S'enfuyant de son hôpital pour regagner sa boutique de barbier en plein ghetto, il s'oppose à la repression sans rien y comprendre au départ. Finalement arrêté et expédié dans un camp de concentration, il arrive à s'enfuir au moment où Hynkel déclenche l'invasion du pays voisin, l'Osterlitch. A la faveur de sa ressemblance frappante avec Hynkel, le barbier juif n'est pas arrêté dans sa fuite, mais pris pour le dictateur, il prononce à sa place le discours de victoire en Osterlitch

Les clefs du film sont transparentes. Contre le nazisme conquérant de la veille de la guerre, Charlot utilise la seule arme dont il dispose : le rire. Et à ce titre, il réussit plus d'un effet. Les discours du Hynkel-Charlot vociférant et grimaçant ressemblent presque à s'y meprendre aux bandes d'actualité des diatribes d'Hitler. Son compère Benzino Napaloni a tous les tics du Mussolini levant le bras, le torse bombé, la pointe des pieds levée. Mais faire rire d'un des plus grands criminels de ce siècle n'est pas sans risque. «Le Dictateur» risque d'apparaitre seulement comme un bouffon sinistre, et ridicule, qui dévale sur les fesses les escaliers de parade, qui confond la moutarde et la crème pour accomoder ses fraises..., un bouffon manipulé et peu redoutable en fin de compte. Certes la répression de ses gorilles

policiers suscite l'indignation mais ses camps de concentration semblent vivables: on y marche au pas de l'oie, mais les dortoires y sont spatieux et pas si inconfortables...

On sent très vite, bien avant le fameux discours final, que Chaplin veut faire de son film plus qu'une satire. Il lance un appel. Le personnage d'Hannah est révélateur. Au début du film elle a le courage de se révolter seule contre les brutes nazies sans réussir à entrainer quinconque; elle ne manque pas une occasion de leur flanquer des coups; elle tombe amoureuse du barbier parce qu'il résiste. Mais finalement, c'est elle qui fait échouer une tentative de complot contre Hynkel et la révolte fait place au rêve : «comme ce serait merveilleux s'ils nous laissaient revivre en paix comme autrefois»

Rêve qui entraine la résignation, puis la fuite en Osterlitch encore libre.

Dans le discours final, Chaplin tombe le masque de Charlot: plus de tics, plus de grimaces, un message humaniste pour «un monde nouveau où les hommes domineront leur cupidité, leur haine, leur brutalité». Mais, le nazisme c'était plus que la cupidité, la haine, la brutalité ; contre lui, il fallait autre chose que l'amour et les bons sentiments, le sacrifice des peuples l'a prouvé. Pourtant, malgré toutes ces limites, Chaplin a dénoncé le nazisme à sa manière dans le registre du burlesque, il a eu la lucidité de le faire dès 1939 avant même le déclenchement de la guerre et de la révélation de toutes les horreurs du nazisme, et alors qu'il vivait loin de l'Europe, aux Etats-Unis.

Programme télé

JEUDI 17 FÉVRIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure

18 h 25 - Pour les jeunes

19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui 19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Une minute pour les femmes

19 h 45 h Hé bien, raconte 20 h 00 - Journal

20 h 30 - Débat Marchais-Fourcade

22 h 00 - Arcana

22 h 55 - Journal

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...

18 h 35 - Le palmarès des enfants

18 h 55 - Des chiffres et des lettres 19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Les partis politiques

20 h 00 - Journal 20 h 20 - D'accord, pas d'accord

20 h 30 - Les aventures d'Arsène Lupin, film de Jacques Becker

22 h 10 - Fantasmagorie, film canadien

23 h 10 - Journal

FR 3

18 h 10 - Objectif formation

18 h 45 - Pour les jeunes

19 h 05 - Magazines régionaux 19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Tribune libre 19 h 55 - Journal

20 h 00 - Les jeux de 20 heures

20 h 30 - Madame du Barry. Film de christian Jacques

22 h 05 - Un journal, un évènement

23 h 35 - Fin

DE GUIRINGAUD AU PROCHE-ORIENT

la politique arabe de la france et ses limites

Par Yomna EL-KHALIL

Le voyage de Guiringaud au Proche-Orient intervient après ceux de Waldheim, secrétaire général de l'ONU et de Cyrus Vance, secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de Carter.

Ce voyage entre dans le cadre des efforts faits par l'impérialisme français pour participer au «règlement» de la question palestinienne et arabe dans la région. Depuis la guerre de 73, la France a déclaré à plusieurs reprises sa position et sa volonté de contribuer «à l'instauration d'une paix juste et durable» au

Proche-Orient. Parmi les pays occidentaux, elle a été le premier à ne pas s'aligner sur la politique américaine, de soutien inconditionnel à la politique agressive de l'Etat sioniste. Mais, de 73 à 77, la politique française a évolué, même si on parle encore du droit du peuple palestinien à disposer d'un Etat. Rappelons que les responsables palestiniens ont souligné récemment que, pour eux, les droits du peuple palestinien sont notamment «l'auto-détermination, le retour et l'indépendance sur le sol palestinien».

Depuis la guerre d'octobre, à la différence de la plupart des pays européens occidentaux, la France demandait le retrait d'Israël des territoires occupés en 67, et la reconnaissance des droits du peuple palestinien à avoir un État, limité à la Cisjordanie et Gaza,. Au sein de l'Europe des Neuf, la France a cherché à faire admettre son point de vue, ce qui a rencontré un écho favorable parmi les États arabes. Cette position se démarquait de celle des USA, qui cherchaient principalement à faire signer des accords séparés entre chaque État arabe et l'État sioniste. La France demandait une conférence générale, avec tous les États de la région, pour un règlement

global. Mais, à la différence de l'URSS, et comme les États arabes engagés dans le règlement, la France voulait que cette conférence soit placée sous l'égide des Nations-Unies (et non des deux super-puissances). Comme toutes les forces impérialistes dans le monde, la France reconnaît l'existence - et le droit à l'existence - de l'État sioniste. Dans les conférences internationales où les pays du Tiers-Monde ont affirmé leur point de vue, assimilant le sionisme au racisme et condamnant les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés, la France a refusé de s'associer à

La position affirmée de-

puis la fin de la guerre de 73 correspondait à une volonté de l'impérialisme français de mener avec les pays arabes une politique démarquée de celle de Washington. Depuis, les choses ont beaucoup changé.

L'AFFAIRE DU LIBAN

En mai 76, au cours d'une rencontre avec Ford, Giscard se déclare prêt à envoyer des troupes françaises au Liban pour arrêter la guerre. Il était clair qu'il s'agissait d'une initiative favorable aux Américains. Quelques mois auparavant, la France avait tenté de participer à un réglement au Liban en envoyant Couve de

Murville. Cette mission s'était soldée par un échec, dû au refus des forces fascistes libanaises - liées aux USA - de reculer. Au cours de la mission Couve de Murville, les États arabes n'ont pas été hostiles, ainsi que certaines forces libanaises, car ils considéraient qu'il s'agissait d'une initiative française indépendante. Mais la proposition d'envoyer des troupes françaises au Liban a essuyé un refus de tous les États arabes et des forces patriotiques libanaises car il s'agissait d'une manœuvre américaine.

L'ENLEVEMENT D'ABOU DAOUD

L'enlèvement d'un res-



C'est au cours de sa rencontre avec Ford en mai 75, que Giscard s'est déclaré prêt à envoyer des troupes françaises au Liban

ponsable de l'OLP venu en France à titre officiel pour demander aux autorités françaises d'enquêter sur l'assassinat de Mahmoud Saleh est un signe de l'évolution de la politique française au Moyen-Orient et avec les pays arabes : l'arrestation puis la libération d'Abou Daoud ont montré que les contradictions concernant la politique arabe de l'impérialisme français et les pressions extérieures, US, sionistes qu'elles y favorisaient étaient assez développés pour provoquer une

oud ont montré que les contradictions concernant la politique arabe de l'impérialisme français et les pressions extérieures, US, sionistes qu'elles y favorisaient étaient assez développés pour provoquer une «bavure» diplomatique de cette importance. Plus récemment encore, lors de la rencontre avec Guiringaud à Bruxelles, Allon demandait qu'au cours du dialogue euro-arabe, il ne soit pas fait mention du conflit du Proche-Orient, car le dialogue se faisait sans la participation de l'État sioniste. L'État sioniste n'aurait pu formuler cette demande si l'impérialisme français n'était soumis à des pressions très fortes.

LA FRANCE DANS LE REGLEMENT

Actuellement, l'impérialis-

me français n'ose plus affirmer avec force, comme il le disait au lendemain de la guerre, qu'il veut participer au règlement de la question du Proche Orient. Les pressions américaines se sont exercées de telle sorte que la France se contente, depuis quelques temps, d'exposer ses positions, soumettant sa participation au règlement à l'accord entre les Etats concernés, c'est-à-dire : l'État sioniste, les États arabes et les superpuissances. Au cours de la rencontre de Bruxelles, Allon a souhaité que le voyage de Guinringaud en Israel se fasse après celui de Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, pour montrer à la France que son avis est secondaire par rapport à celui des États Unis, qui ont «la clef» de toute solution dans la région. C'est mettre la France de côté dans les tentatives de règlement de la question du Proche Orient.

VENDRE DE LA CULTURE, DU SECAM ET DES ARMES...

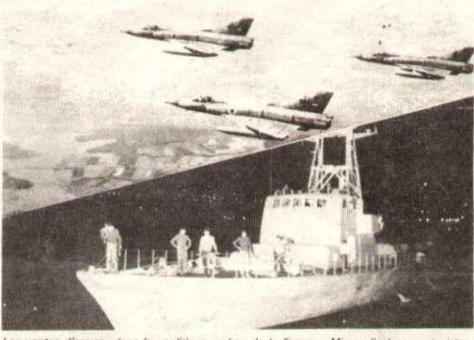
Depuis la guerre de 73, malgré le préjugé politique favorable des États arabes. l'impérialisme français a relativement échoué dans sa percée économique. Ceci pour plusieurs raisons :

Pour les États arabes, l'appel aux capitaux français a une base surtout politique. Pour l'Irak, par exemple, l'ouverture vers la France correspond à une tentative de diversifier ses liens économiues. Pour l'Égypte. verture vers les États Unis, le Japon, etc. était dirigée contre l'URSS. Mais l'Egypte attachait une importance politique particulière à ses liens avec la France du fait de ses prises de positions sur le Proche-Orient et de sa volonté d'indépendance vis-à-vis des deux superpuissances.

Les reculs de l'impérialisme français dans ces domaines, son rapprochement avec les positions US ont été ressentis par les pays arabes avec inquiétude.

 Malgré cette préférence dont elle jouit, la France n'a pas réussi à réaliser ce que les États arabes attendaient d'elle.

Les pays arabes deman-



Les ventes d'armes, dans la «politique arabe» de la France : Mirage livrés aux sionistes, puis aux pays arabes ; «Vedettes de Cherbourg» livrées aux sionistes...

dent que les capitalistes français participent à la construction économique de la région. Mais n'ayant pas les moyens de concurrencer les autres impérialismes, américain, allemand et japonais, la France se contente de vendre : la culture française, les armes, et les procédés SECAM en échange du pétrole. En général l'industrialisation

des pays arabes plutôt laissée aux autres puissances.

Même en Irak, où la percée française aurait relativement réussi, la concurrence japonaise est forte et entraîne des difficultés pour les capitalistes français installés là-bas, alors que l'Irak n'entretient que des relations commerciales avec le Japon.

Les difficultés de l'impérialisme français à répondre à leurs demandes à obliger les pays arabes à se tourner vers d'autres puissances : États Unis, Allemagne et Japon surtout

> UN PASSÉ DE COLONIALISME

Après la première guer-

re mondiale, la France et l'Angleterre se partagent la région convoitée depuis longtemps du Proche Orient. L'impérialisme français s'installe en Syrie et au Liban alors que l'Angleterre s'installe en Palestine et en Irak, ceci contre la volonté d'unité des peuples de la région. Puis la France dépèce encore plus, séparant la Syrie du Liban.

La France voulait par là maintenir sa domination au Liban : elle avait dû accorder l'indépendance à la Syrie à la suite de révoltes populaires. Au Liban, la politique française de division et de subversion continue : elle attache à elle la confession maronite, confession chrétienne minoritaire, lui accorde des privilèges politiques. C'est de la confession maronite que sont issues les Phalanges et autres partis fascistes libanais, étroitement liés aux pays impérialistes et prétendant détacher le Liban du monde arabe. Le caractère confessionnel de la guerre au liban est une séquelle du colonialisme français dans ce